

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Les ratios financiers et budgétaires obligatoires des communes

(source Observatoire des finances locales 2017)

Comptes de gestion 2016	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine hors Paris	959	505	655	1 136	255	913	185	54,9	92,6	22,5	80,4
France métropolitaine y compris Paris	995	514	668	1 168	264	966	184	54,2	93,2	22,6	82,7
DOM	1 204	360	455	1 286	242	840	207	63,7	99,6	18,9	65,3
France entière	1 002	509	662	1 172	263	962	185	54,6	93,4	22,5	82,1
France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.	639	351	407	804	270	625	162	43,6	88,5	33,5	77,7
De 3 500 à moins de 10 000 hab.	907	493	650	1 091	259	856	163	54,4	90,9	23,7	78,5
Moins de 10 000 hab.	734	401	493	906	266	707	163	48,3	89,5	29,3	78,0
10 000 hab. et plus hors Paris	1 213	623	837	1 395	244	1 145	210	59,4	94,8	17,5	82,1

Hors gestion active de la dette.

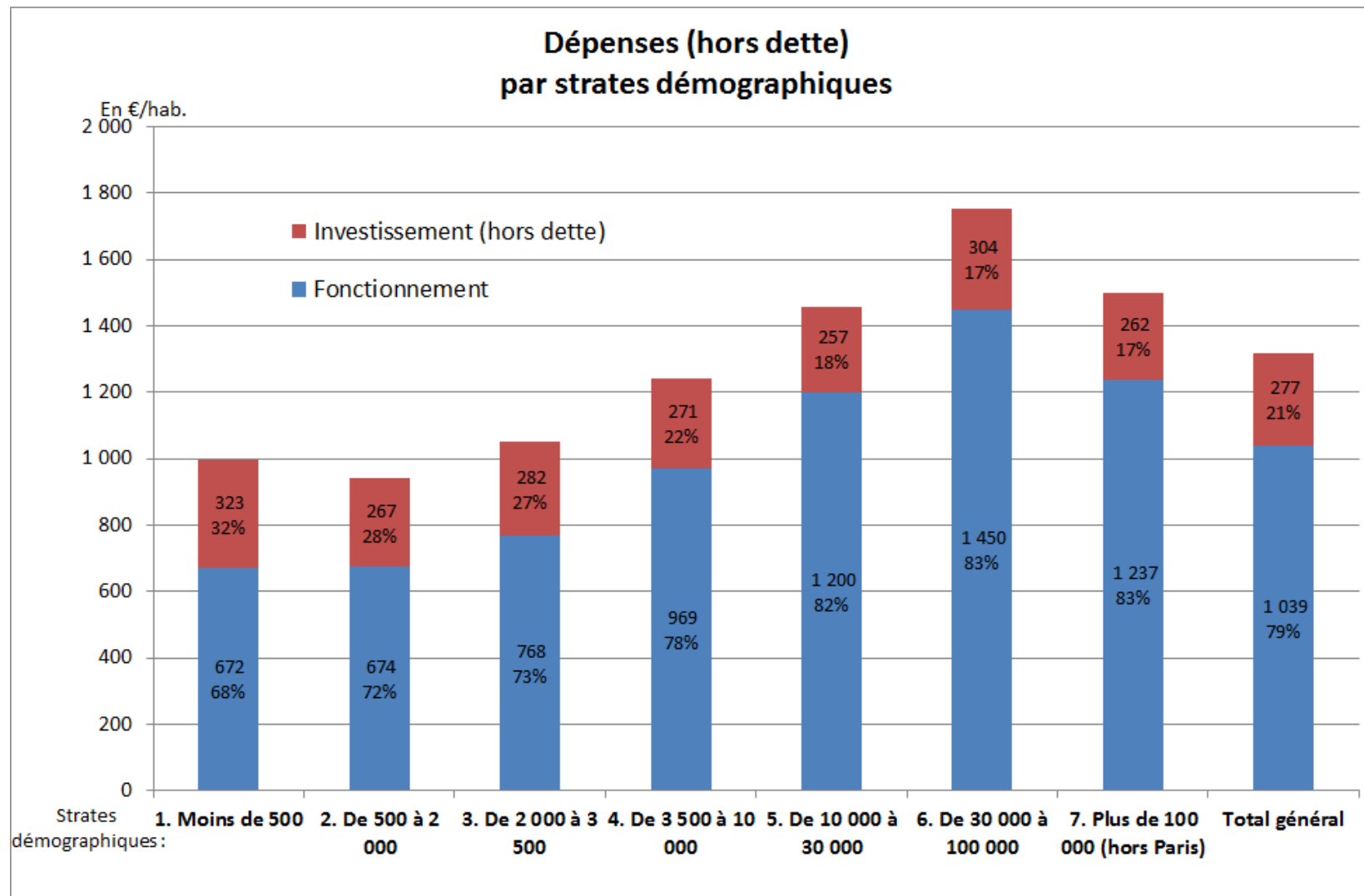
Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Des disparités en fonction de la taille de la collectivité locale ... et au sein même de la strate !

Chaque situation est « individuelle »



Comment analyser les comptes d'une commune ?

Vision consolidée du budget principal et des budgets annexes

Synthèse agrégée - 2017 (en K€)	Budget principal	Eau (- BA)	Assainissement (1 BA)	Transports (- BA)	Ordures ménagères (- BA)	Activités restantes (1 BA)	Budgets agrégés
Recettes de gestion / d'exploitation*	435	-	40	-	-	5	
dont produits des services	33	-	32	-	-	-	
dont dotations / subventions d'exploitation	110	-	9	-	-	5	
Dépenses de gestion / d'exploitation *	367	-	-	-	-	-	
dont charges à caractère général	84	-	-	-	-	-	
dont charges de personnel	145	-	-	-	-	-	
Epargne de gestion	68	-	40	-	-	5	
<i>Taux d'épargne de gestion</i>	15,6%	-	100,0%	-	-	100,0%	
Résultat financier	-8	-	-8	-	-	-1	
dont intérêts	8	-	8	-	-	1	
Résultat exceptionnel hors cessions	0	-	-	-	-	-	
Epargne brute hors cessions	61	-	32	-	-	4	97
<i>Taux d'épargne brute</i>	13,9%	-	80,1%	-	-	81,4%	
Remboursement du capital courant	62	-	17	-	-	4	
Epargne nette hors cessions	-2	-	15	-	-	-	13
<i>Taux d'épargne nette</i>	-0,4%	-	38,2%	-	-	-	
Dépenses d'investissement hors dette	93	-	22	-	-	-	
Recettes d'investissement hors empr.	28	-	-	-	-	-	
Cessions des immobilisations	-	-	-	-	-	-	
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-66	-	-6	-	-	-	
Emprunts nouveaux	82	-	-	-	-	-	82
Amortissements de gestion	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts de gestion	-	-	-	-	-	-	-
Flux net de dette	20	-	-17	-	-	-4	-1
Encours de dette	279	-	158	-	-	14	450
<i>Taux d'endettement</i>	63,9%	-	391,9%	-	-	270,9%	
<i>Capacité de désendettement</i>	4,6 ans	-	4,9 ans	-	-	3,3 ans	4,6 ans
Excédent global de clôture au 31/12	-	-	-	-	-	-	

*Hors reversements sur le budget principal

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Vision consolidée du budget principal et des budgets annexes :

Analyse du **budget principal** : ses équilibres en section de fonctionnement, la décomposition de ses recettes de fonctionnement, la fiscalité directe, la rigidité des dépenses de gestion, l'effort d'équipement et le stock de dette

Les **budgets annexes pour des services publics industriel et commerciaux (SPIC)** : les recettes d'exploitation doivent couvrir les dépenses de gestion.

Toutefois, pour les communes de moins de 3000 hab. le budget principal peut abonder le budget annexe.

De même si les investissements venaient à entraîner une trop forte variation du coût du service, le BP peut abonder exceptionnellement les BA SPIC,

Pour les **autres budgets annexes** : le BA sont-ils autonomes ou abondés par le budget principal ? Sont-ils équilibrés (niveaux d'épargne, stock de dette, etc.)

=> Vision consolidée des équilibres de la commune et de sa solvabilité tous budgets confondus

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Vision du budget principal

■ ■ ■ ■

Synthèse Budget principal (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/2015	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
Recettes de gestion*	438	436	427	435	1,9%	-0,3%	771	875
Dépenses de gestion*	405	400	387	367	-5,2%	-3,2%	651	664
Epargne de gestion	33	36	40	68	71,4%	27,1%	120	210
Taux d'épargne de gestion	7,4%	8,2%	9,1%	15,6%				23,7%
Résultat financier	-10	-9	-5	-8	ns	ns	- 14	- 22
Résultat exceptionnel hors cessions	6	2	8	0	-95,2%	-59,5%	1	
Epargne brute hors cessions	29	29	43	61	41,9%	28,3%	107	192
Taux d'épargne brute	6,5%	6,6%	9,8%	13,9%				21,6%
Remboursement du capital courant	33	35	27	62	128,6%	24,1%	111	82
Epargne nette hors cessions	-4	-6	15	-2	ns	ns	- 3	110
Taux d'épargne nette	-0,9%	-1,4%	3,5%	-0,4%				12,4%
Dépenses d'investissement hors dette	236	82	91	93	2,0%	-26,6%	165	319
Recettes d'investissement hors emprunts	120	125	31	28	-8,6%	-38,1%	50	142
Cessions des immobilisations	50	-	-	-	ns	ns	-	21
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-70	38	-45	-66	ns	ns	- 118	466
Emprunts nouveaux	0	13	13	82	ns	ns	145	74
Amortissements de gestion	-	-	-	-	ns	ns	-	3
Emprunts de gestion	-	-	-	-	ns	ns	-	3
Flux net de dette	-32	-22	-14	20	ns	ns	35	- 8
Encours de dette	295	274	259	279	7,5%	-1,9%	494	652
Taux d'endettement	66,5%	62,4%	59,6%	63,9%				73,4%
Capacité de désendettement	10,3 ans	9,5 ans	6,1 ans	4,6 ans				3,4 ans
Excédent global de clôture au 31/12	-	-	-	-	ns	ns	-	-

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Les équilibres de la section de fonctionnement

et la décomposition des soldes intermédiaires de gestion, appelés aussi épargnes :

Soldes intermédiaires de gestion (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/2015	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
Recettes de gestion	481	478	470	478	1,7%	-0,2%	847	932
Dépenses de gestion	448	442	430	410	-4,7%	-2,9%	726	721
Reversements versés	43	43	43	43	0,0%	0,0%	76	57
Recettes de gestion hors reversements	438	436	427	435	1,9%	-0,3%	771	875
Dépenses de gestion hors reversements	405	400	387	367	-5,2%	-3,2%	651	664
Epargne de gestion	33	36	40	68	71,4%	27,1%	120	210
Résultat financier	-10	-9	-5	-8	ns	ns	- 14	- 22
dont intérêts	10	8	5	8	57,8%	-7,1%	14	- 22
Résultat exceptionnel hors cessions	6	2	8	0	-95,2%	-59,5%	1	3
dont produits exceptionnels hors cessions	6	2	8	1	-87,6%	-45,2%	2	12
dont charges exceptionnelles	0	0	-	1	ns	48,1%	1	8
Epargne brute hors cessions	29	29	43	61	41,9%	28,3%	107	192
Remboursement du capital courant	33	35	27	62	128,6%	24,1%	111	82
Epargne nette hors cessions	-4	-6	15	-2	ns	ns	- 3	110

Ratios

	2013	2014	2015	2016	Echantillon
Taux d'épargne de gestion	7,4%	8,2%	9,1%	15,6%	23,7%
Taux d'épargne brute	6,5%	6,6%	9,8%	13,9%	21,6%
Taux d'épargne nette	-0,9%	-1,4%	3,5%	-0,4%	12,4%

Comment analyser les comptes d'une commune ?

1 : sur la série, la dynamique des recettes de gestion comparée à l'évolution des dépenses de gestion

- Si les dépenses progressent plus vite que les recettes, on dit que la collectivité subit un effet de ciseaux, ses épargnes sont donc amenées à diminuer

<u>Soldes intermédiaires de gestion</u> (en K€)					Evol. 2016/15		Evol. Ann. Moy.		En € par hab. Echantillon	
	2013	2014	2015	2016						
Recettes de gestion	2 475	2 451	2 453	2 425	-1,1%	-0,7%			761	1 003
Dépenses de gestion	1 681	1 741	1 826	1 678	-8,1%	-0,1%			527	809
Epargne de gestion	794	709	627	747	19,1%	-2,0%			235	195

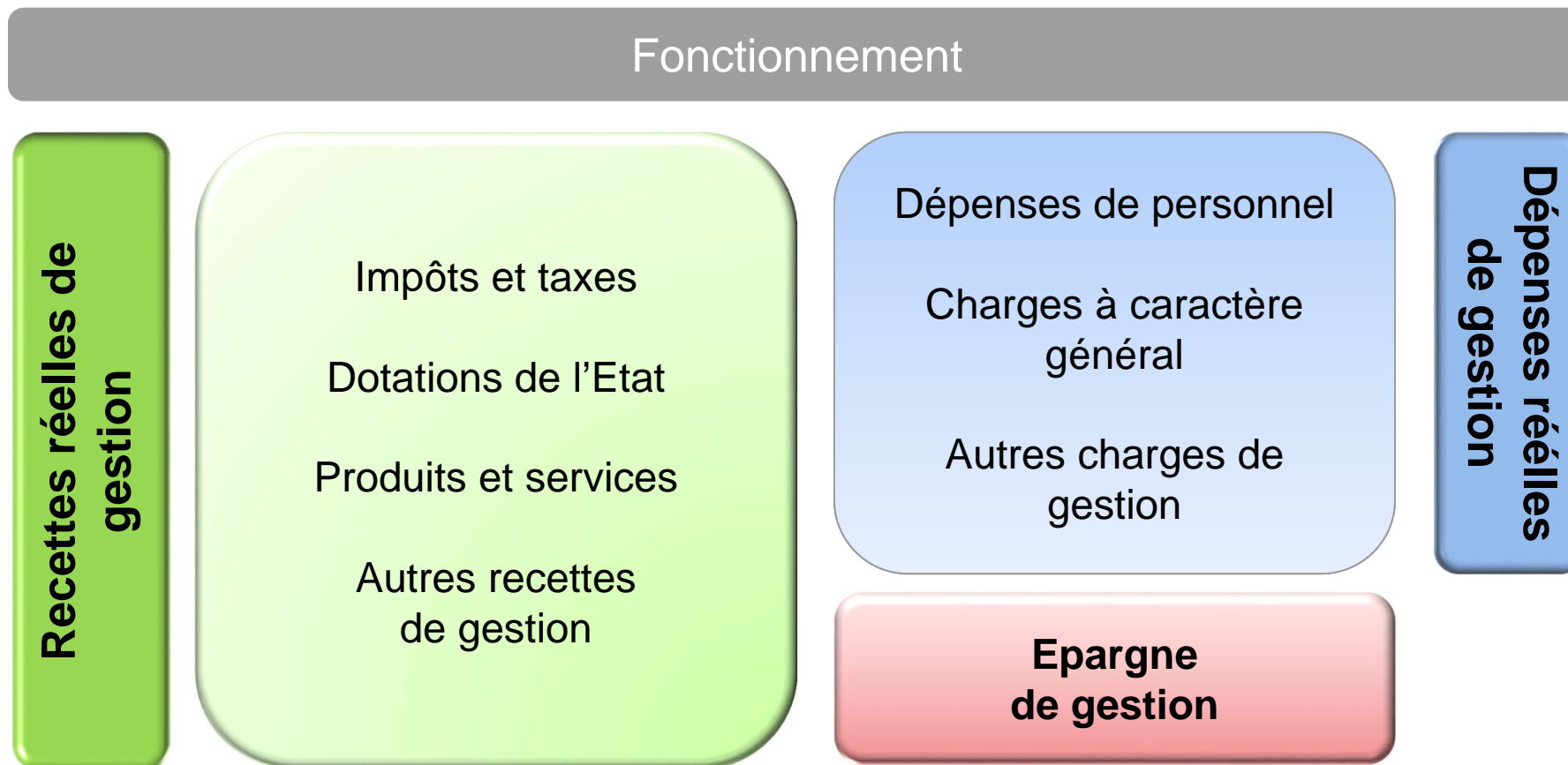
2 : niveau des dépenses de gestion et recettes de gestion en euro par habitant

Les comparaisons sont à prendre avec précaution, cela peut varier d'une collectivité locale à une autre, en fonction des compétences exercées par l'intercommunalité, de budgets annexes créés pour gérer certains services (maison de santé, location, camping, etc.).

C'est un indicateur de « richesse » si les recettes sont plus élevées

Pour les communes touristiques et ou de montagne, le niveau de dépenses de gestion est souvent plus élevé

Comment analyser les comptes d'une commune ?

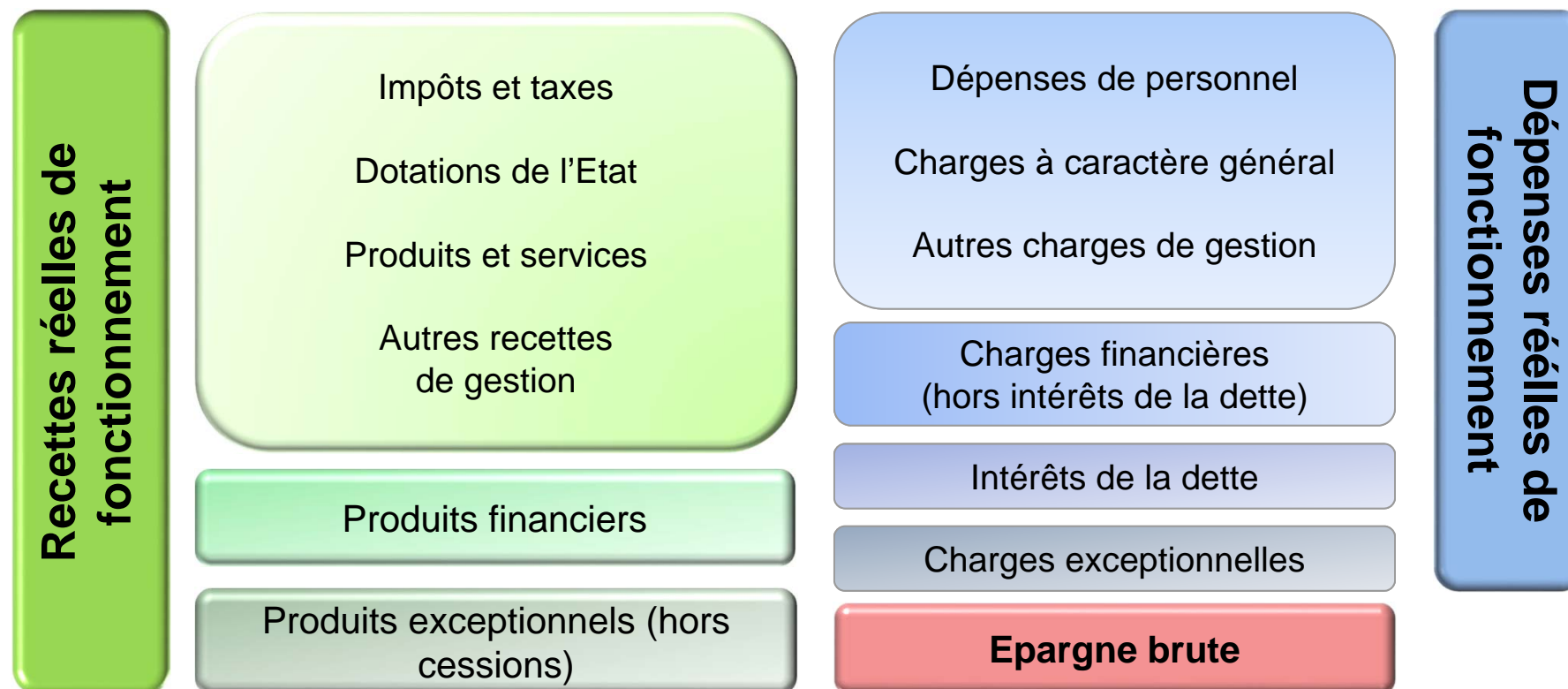


Épargne de gestion = recettes de gestion – dépenses de gestion

L'Épargne de gestion est un bon indicateur de la maîtrise du fonctionnement courant.

Ce solde n'est ni influencé par la gestion financière de la commune, ni par les opérations exceptionnelles.

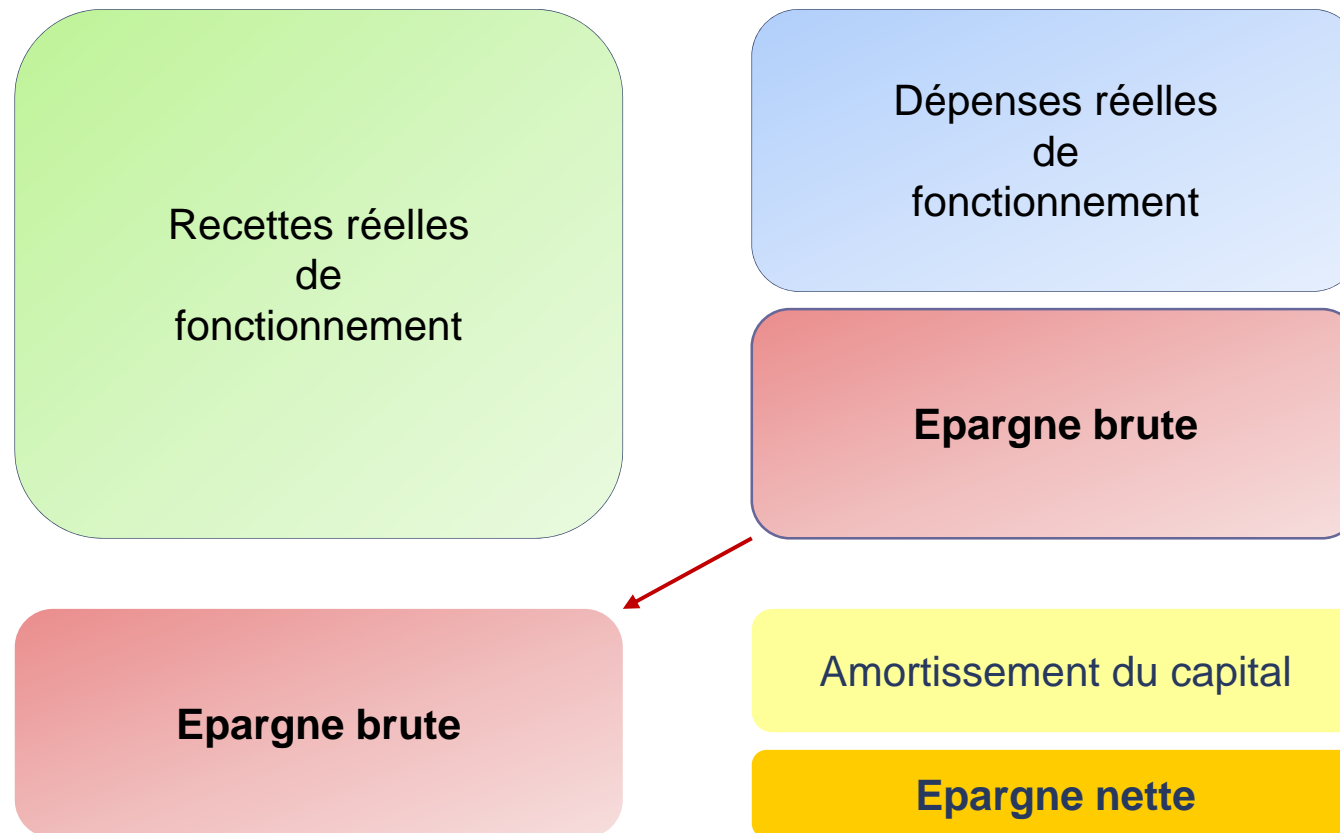
Fonctionnement



Épargne brute = Épargne de gestion – intérêts de la dette + Résultat financier hors intérêts + Résultat exceptionnel

L'**Épargne brute** correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Appelée aussi "capacité d'autofinancement", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement et prioritairement au remboursement de la dette.

Comment analyser les comptes d'une commune ?

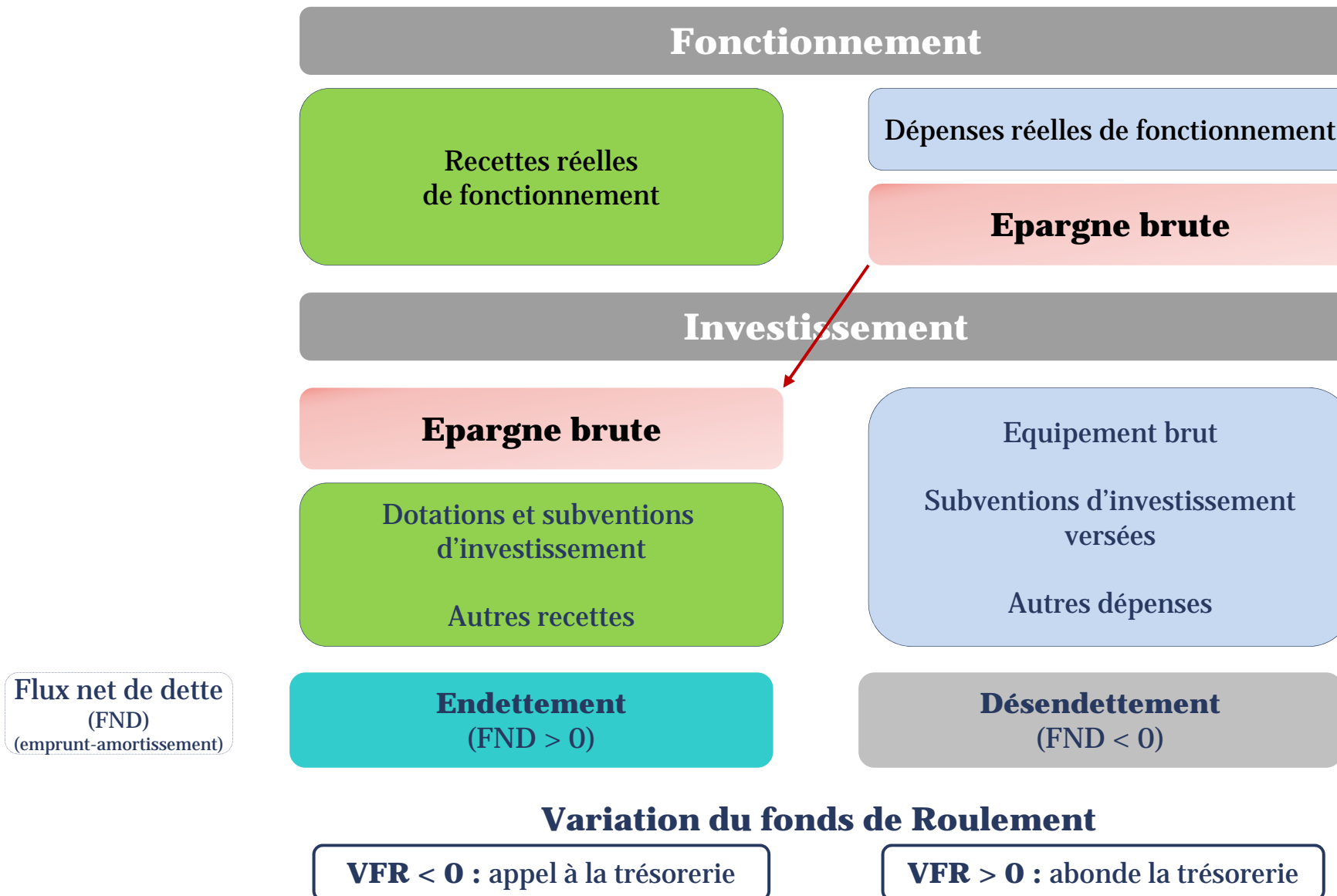


Épargne nette = Épargne brute – amortissement du capital courant

L'Épargne nette mesure la capacité de la collectivité à financer des dépenses d'investissement après avoir intégré l'amortissement du capital de la dette. Elle est assimilée à la capacité d'autofinancement nette (CAFN).

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Financement de l'investissement



Comment analyser les comptes d'une commune ?

3 : La décomposition des soldes intermédiaires de gestion, appelés aussi épargnes :

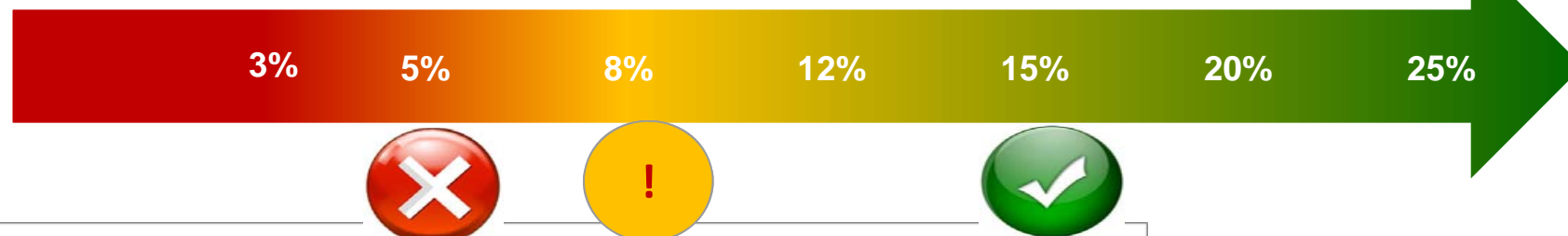
Ratios

	2013	2014	2015	2016	Echantillon
Taux d'épargne de gestion	31,9%	28,8%	25,5%	30,6%	19,2%
Taux d'épargne brute	26,9%	25,3%	22,1%	28,1%	16,4%
Taux d'épargne nette	19,4%	16,7%	14,2%	21,1%	7,9%

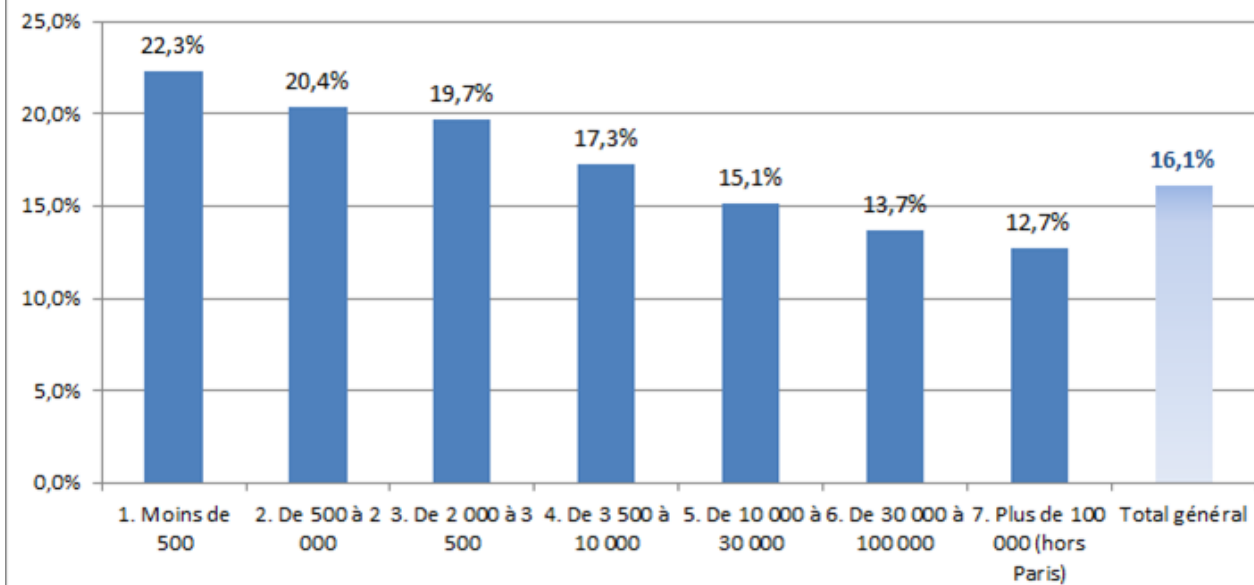
3

■ **Taux d'épargne brute** : épargne brute (recettes réelles de fonctionnement – dépenses de fonctionnement) / recettes réelles de fonctionnement

Quelle est la part des recettes que la commune dégage pour amortir sa dette et autofinancer ses investissements



taux d'épargne brute (en 2016)



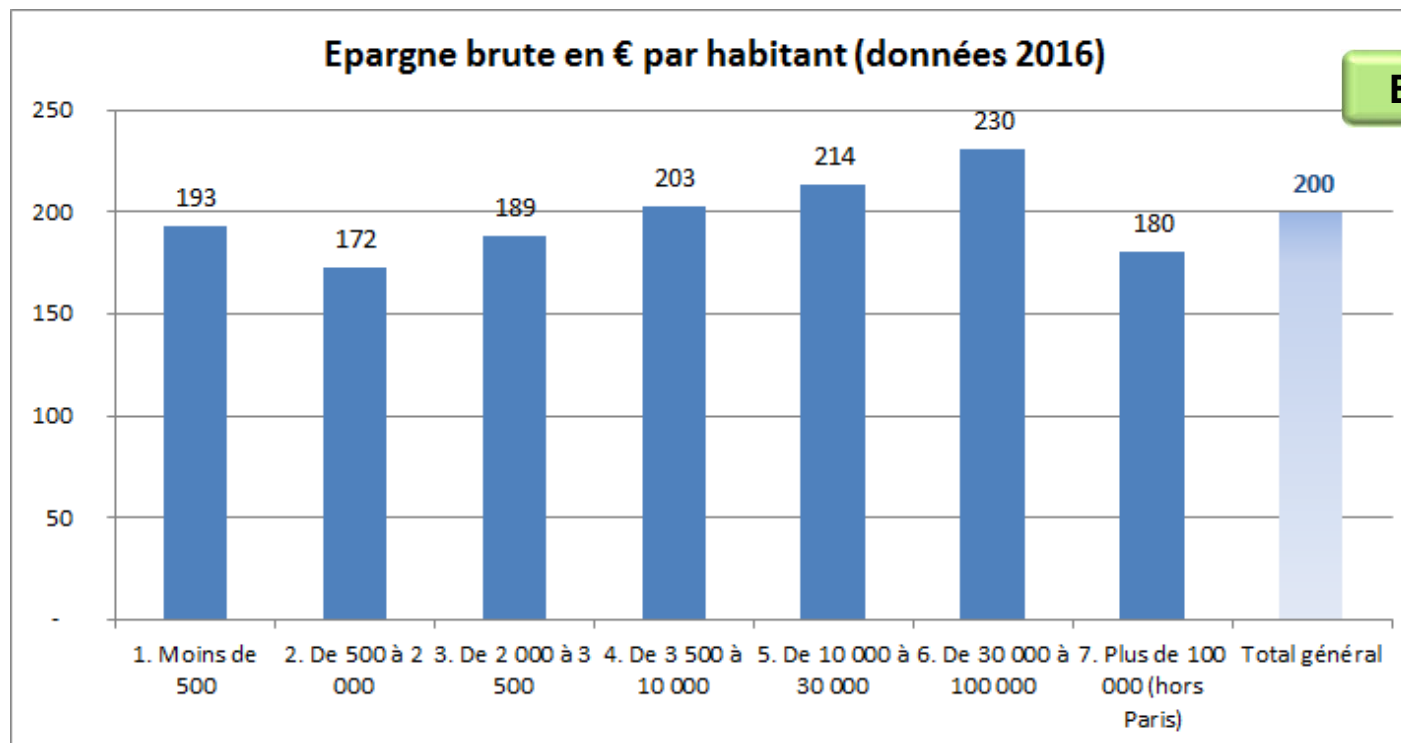
Taux d'épargne brute : 16,1%*

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris,
comptes 2016

L'épargne brute

■ Niveau de l'épargne brute en euros par habitant

Les communes rurales dégagent un taux d'épargne brute supérieur à la moyenne des communes. Mais en euros par habitant, elles sont en dessous de la moyenne, notamment du fait que leurs recettes de fonctionnement sont moins élevées, autour de 900 euros par hab. contre une moyenne autour de 1400 euros sur les communes urbaines



Epargne brute en € par hab.*: 200 €

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris,
comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

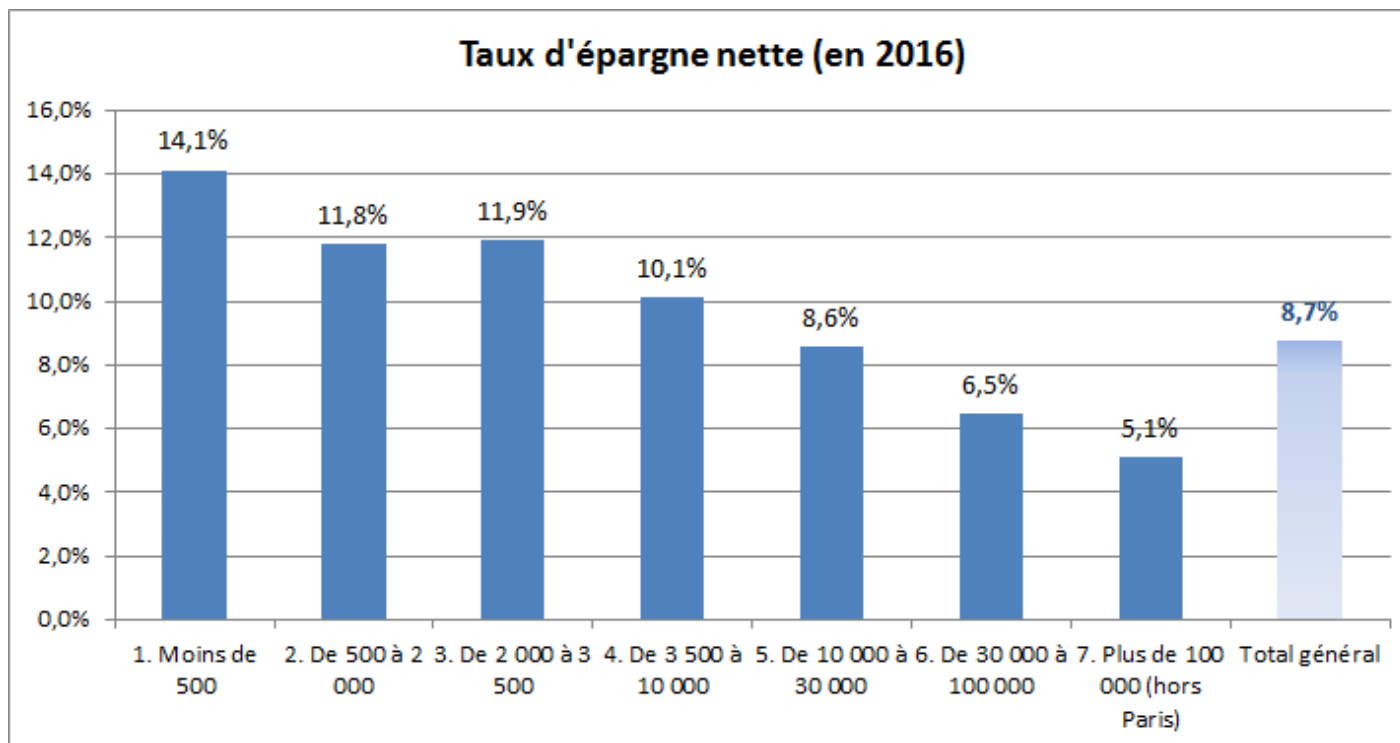
3 : La décomposition des soldes intermédiaires de gestion, appelés aussi épargnes :

Ratios

	2013	2014	2015	2016	Echantillon
Taux d'épargne de gestion	31,9%	28,8%	25,5%	30,6%	19,2%
Taux d'épargne brute	26,9%	25,3%	22,1%	28,1%	16,4%
Taux d'épargne nette	19,4%	16,7%	14,2%	21,1%	7,9%

3

- **Taux d'épargne nette** : épargne nette (épargne brute – remboursement de la dette, hors opération de refinancement compte 166) / recettes réelles de fonctionnement



Taux d'épargne nette : 8,7%*

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris,
comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

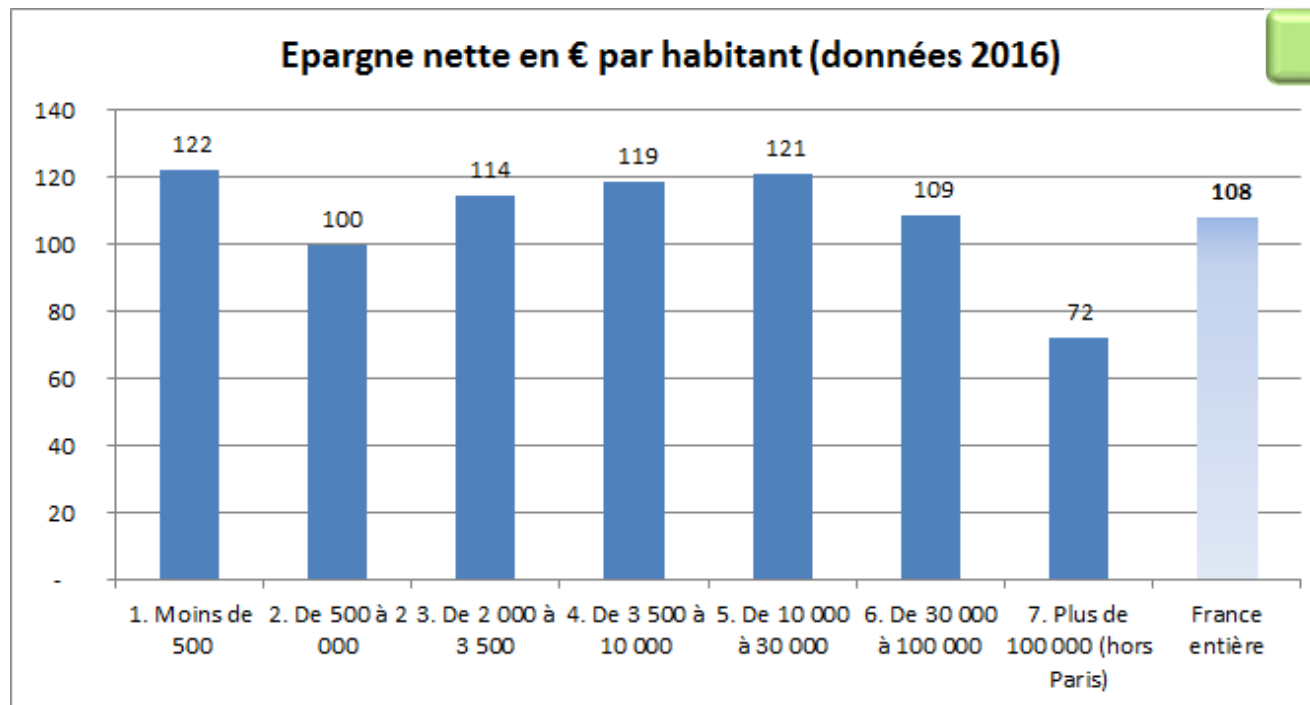
4 : l'épargne nette :

Epargne brute hors cessions	670	621	543	685	26,2%	0,8%	215	166
Remboursement du capital courant	186	210	195	169	-13,2%	-3,2%	53	85
Epargne nette hors cessions	483	412	348	516	48,3%	2,2%	162	80

■ Epargne nette :

Montant issu de la section de fonctionnement, après remboursement du capital de la dette, et qui sert à autofinancer les investissements de la commune

Elle peut être impactée par des remboursements anticipés (prêt relais). Choisir une durée de dette plus longue permet de dégager plus d'autofinancement (mais la durée est fonction de la nature des équipements financés)



Epargne nette en € par hab.*: 108 €

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

L'impact de la durée de l'emprunt sur les soldes d'épargne

Compte Administratif :

Référence : prêt de 100 sur
durée de 10 ans en AC (amort
de 10)

Variante : prêt de 100 sur durée
de 20 ans en AC (amort de 5)

Détermination des soldes	référence	variante
recettes courantes	120	120
dépenses courantes	100	100
épargne brute	20	20
remboursements de dette	10	5 ↘
épargne disponible	10	15 ↗

Comment analyser les comptes d'une commune ?

L'impact de la durée de l'emprunt sur les soldes d'épargne

En réduisant son remboursement de dette (durée d'emprunt plus longue), la collectivité peut soit :

1. diminuer le recours à l'emprunt en conservant le même effort d'investissement
2. accroître son résultat de clôture (réserve)
3. investir plus tout en conservant le même volume d'emprunt

Tableau de financement	référéce	variante
investissements	40	40
recettes directes	10	10
épargne disponible	10	15
emprunts	20	15 ↘
résultat	0	0

Tableau de financement	référéce	variante
investissements	40	40
recettes directes	10	10
épargne disponible	10	15
emprunts	20	20
résultat	0	5 ↗

Tableau de financement	référéce	variante
investissements	40	45 ↗
recettes directes	10	10
épargne disponible	10	15
emprunts	20	20
résultat	0	0

Comment analyser les comptes d'une commune ?

La décomposition des recettes de fonctionnement :

Recettes de gestion (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/2015	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
Recettes de gestion	481	478	470	478	1,7%	-0,2%	847	932
70 – Produits des services du domaine	28	27	30	33	10,2%	5,6%	59	65
73 – Impôts et taxes	291	300	292	292	0,2%	0,1%	518	65
74 – Dotations et participations	124	123	117	110	-6,2%	-3,9%	195	283
75 – Autres produits de gestion courante	24	26	26	26	-0,3%	1,7%	46	67
Autres recettes de gestion	13	2	5	16	ns	7,5%	29	18

Ratios

	2013	2014	2015	2016	Echantillon
Impôts et taxes / Recettes de fonct.	65,5%	68,5%	67,1%	67,1%	0,0%
Contributions directes / Recettes de fonct.	61,3%	62,7%	62,5%	62,7%	0,1%

Fiscalité (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/2015	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
73 - Impôts et taxes	291	300	292	292	0,2%	0,1%	518	65
Contributions directes	272	275	272	273	0,5%	0,1%	485	422
Attribution de compensation	-	-	-	-	ns	ns	-	422
Dotation de solidarité communautaire	-	-	-	-	ns	ns	-	3
FNGIR perçu	-	-	-	-	ns	ns	-	13
TEOM	-	-	-	-	ns	ns	-	1
Droits de mutation à titre onéreux	19	12	12	11	-6,5%	-15,6%	20	22
Autres recettes fiscales	0	13	8	8	0,1%	ns	517	497

Dotations (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/2015	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
74 – Dotations et péréquation	124	123	117	110	-6,2%	-3,9%	195	283
Dotation forfaitaire	88	85	76	67	-11,4%	-8,4%	120	131
Dotations de solidarité	11	11	12	12	5,4%	4,8%	22	44
Dotation nationale de péréquation	11	13	16	16	0,2%	13,0%	28	21
Autres dotations	15	15	14	15	5,6%	-0,3%	26	87

3

1

2

Comment analyser les comptes d'une commune ?

La décomposition des recettes de fonctionnement :

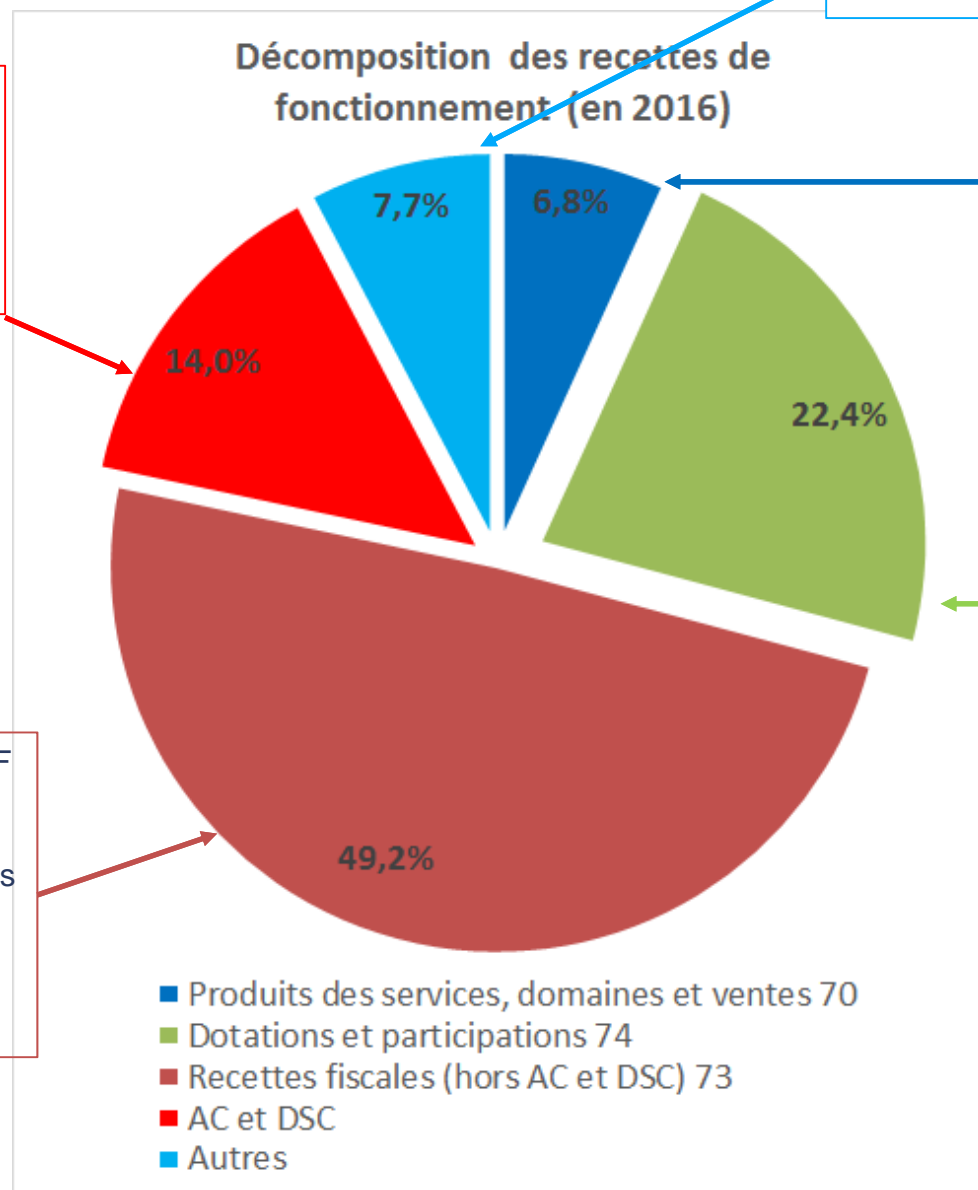
Les reversements de fiscalité sont souvent stables (AC) ou dépendant des décisions de l'intercommunalité (DSC)

« Autres » : on retrouve notamment le chapitre 75 avec les revenus des immeubles (élevés si la collectivité a des biens en location) et qui peut connaître une évolution erratique avec le reversement de certains BA (forêt, lotissement ...)

Poste qui peut être important pour certaines communes rurales (vente d'eau si absence de BA, vente de bois, refacturation de frais d'administration pour des BA ou remboursement de personnel mis à disposition par les interco). Poste où on retrouve les différents tarifs municipaux

Si les RRF sont assises majoritairement sur le chapitre 74 (dotations et participations) la collectivité locale est dépendante des autres partenaires (Etat essentiellement via la DGF). Peu de moyen de dynamiser ces recettes

Si une large part des RRF est assise sur la fiscalité, la collectivité peut bénéficier de recettes plus dynamiques (fiscalité directe et indirecte) avec effet base (et pour une partie encore effet taux)



* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris,
comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Principaux ratios de recettes de fonctionnement :

- 1 Impôts et taxes/Recettes de fonctionnement : ce ratio permet d'évaluer l'indépendance financière de la commune par rapport aux dotations de l'Etat.

63,2 %*

- Impôts et taxes (hors reversements de l'EPCI)/Recettes de fonctionnement : ce ratio complète l'analyse du premier en isolant les reversements que perçoit la commune du groupement. Neutraliser la politique de reversement de l'EPCI facilite par ailleurs les comparaisons.

49,2 %*

- 2 Dotations et participations/Recettes de fonctionnement : ce ratio permet d'apprécier le degré de "dépendance financière" de la commune par rapport à l'ensemble de ses recettes courantes.

22,4%*

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris,
comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

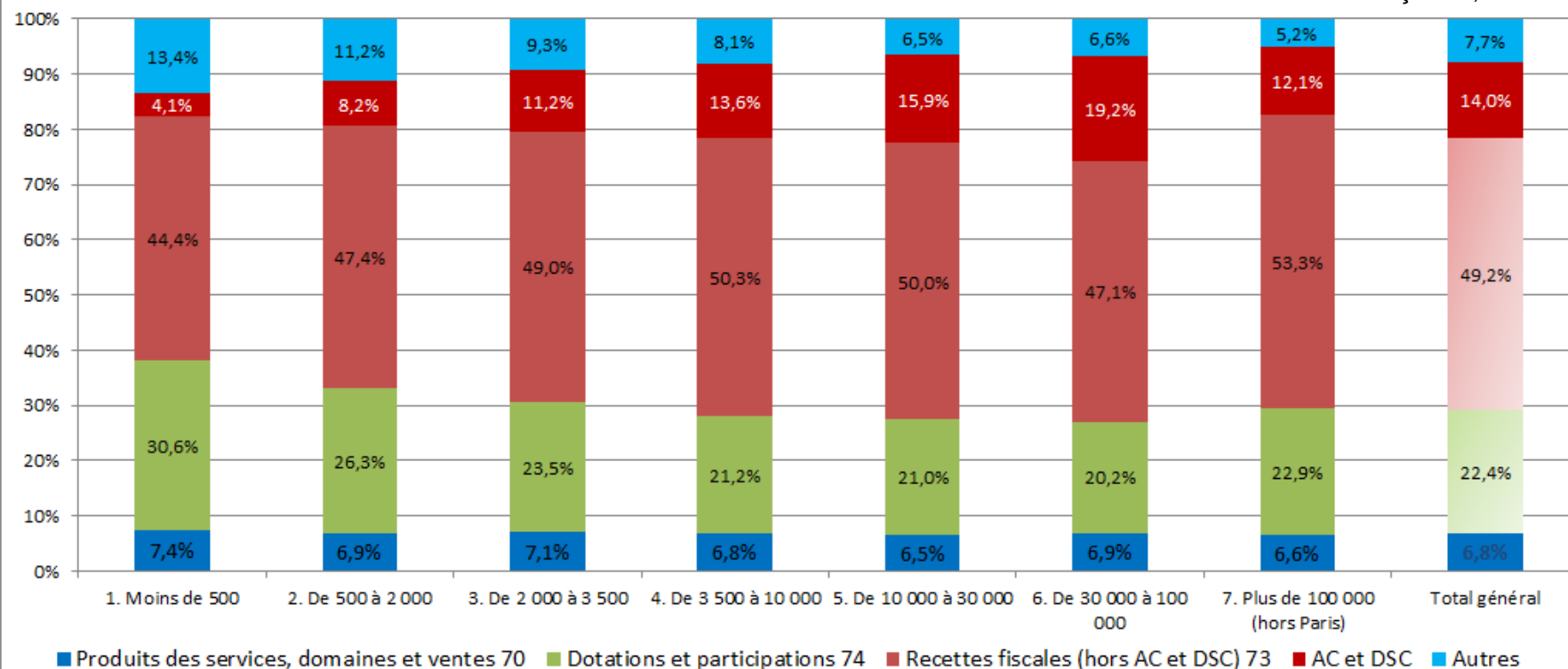
La décomposition des recettes de fonctionnement :

Recettes de gestion (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/2015	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
Recettes de gestion	481	478	470	478	1,7%	-0,2%	847	932
70 – Produits des services du domaine	28	27	30	33	10,2%	5,6%	59	65
73 – Impôts et taxes	291	300	292	292	0,2%	0,1%	518	65
74 – Dotations et participations	124	123	117	110	-6,2%	-3,9%	195	283
75 – Autres produits de gestion courante	24	26	26	26	-0,3%	1,7%	46	67
Autres recettes de gestion	13	2	5	16	ns	7,5%	29	18

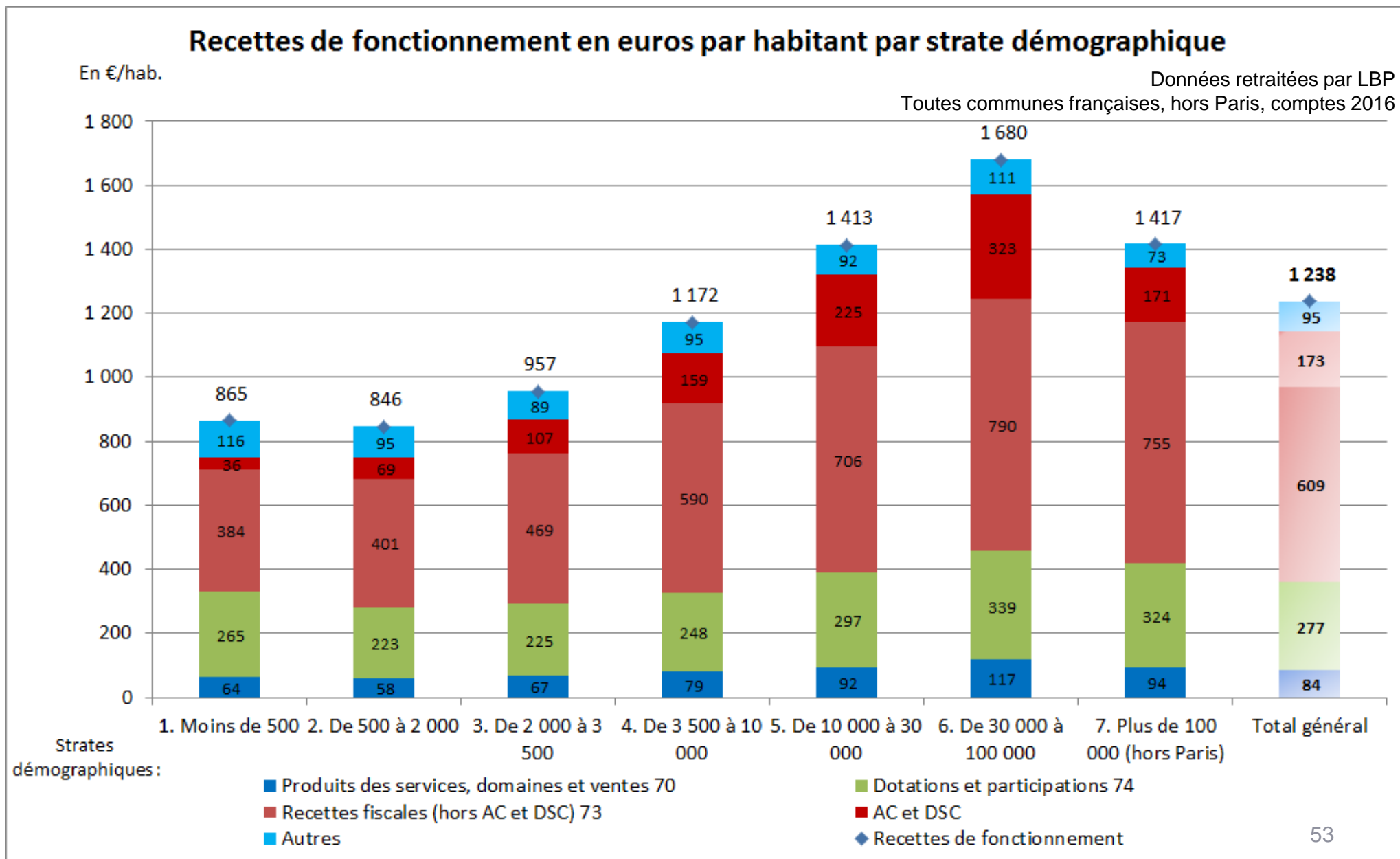
Décomposition des recettes de fonctionnement

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



Comment analyser les comptes d'une commune ?

3 Les recettes de fonctionnement en euros par habitants



Comment analyser les comptes d'une commune ?

Le détail sur le compte 73 « impôts et taxes » :

Fiscalité (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
73 - Impôts et taxes	2 029	2 004	2 031	2 097	3,2%	1,1%	658	634
731 – Contributions directes	1 032	1 056	1 088	1 108	1,8%	2,4%	348	432
7321 – Attribution de compensation	781	781	781	781	0,0%	0,0%	245	125
7322 – Dotation de solidarité com.	-	-	-	-	n.s	n.s	-	12
7323 – FNGIR	19	19	19	19	0,0%	0,0%	6	6
7331 – TEOM	-	-	-	-	n.s	n.s	-	1
7381 – Droits de mutation à titre onéreux	60	54	53	55	5,0%	-2,8%	17	18
Autres recettes fiscales	137	93	91	134	47,4%	-0,8%	42	40

Analyser la décomposition du poste sur la fiscalité :

- 1 - est-ce que les recettes fiscales proviennent en majorité des contributions directes ? Celles-ci sont-elles dynamiques sur la série (effet taux ou effet bases) ?
La fiscalité est-elle assise majoritairement sur les reversements de fiscalité venant de l'intercommunalité, notamment l'attribution de compensation qui par définition est stable ?
Est-ce que la dotation de solidarité communautaire représente une large part des recettes fiscales ?
- 2 - Comment évoluent les droits de mutation (assis sur la dynamique immobilière du territoire) ?
 - Sur le poste autres recettes fiscales on retrouve la taxe sur les pylônes, le produits de jeux, et autres taxes. Sur certaines petites communes touristiques, c'est le principal poste de recettes fiscales
 - Un poids élevé sur le reversement au titre du FNGIR signifie que suite à la réforme fiscale de 2011, le nouveau panier fiscal est moins avantageux, poste qui est stable par définition

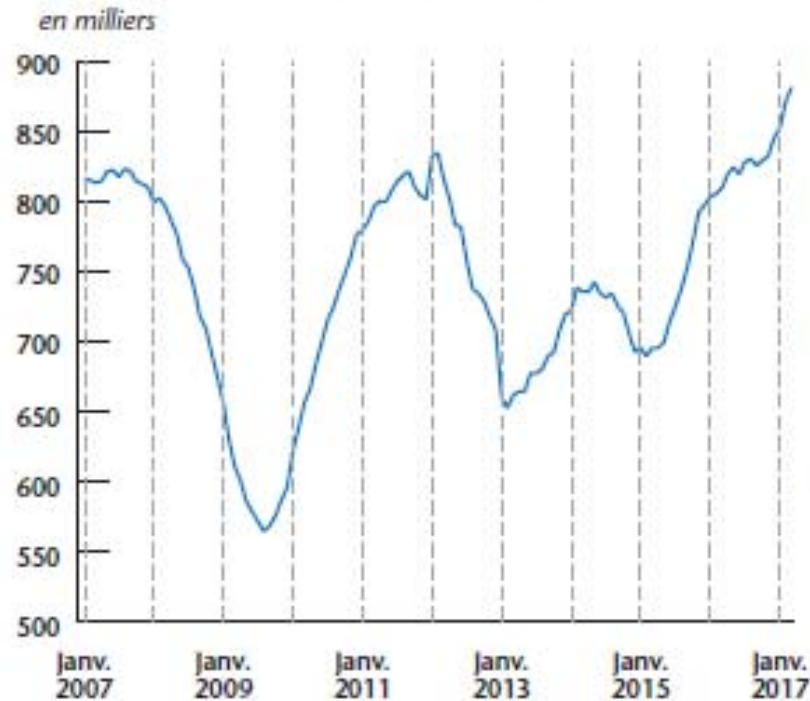
Comment analyser les comptes d'une commune ?

Le détail sur le compte 73 « impôts et taxes » :

2	7331 - Droits de mutation à titre onéreux	60	54	53	55	5,0%	-2,8%	17	18

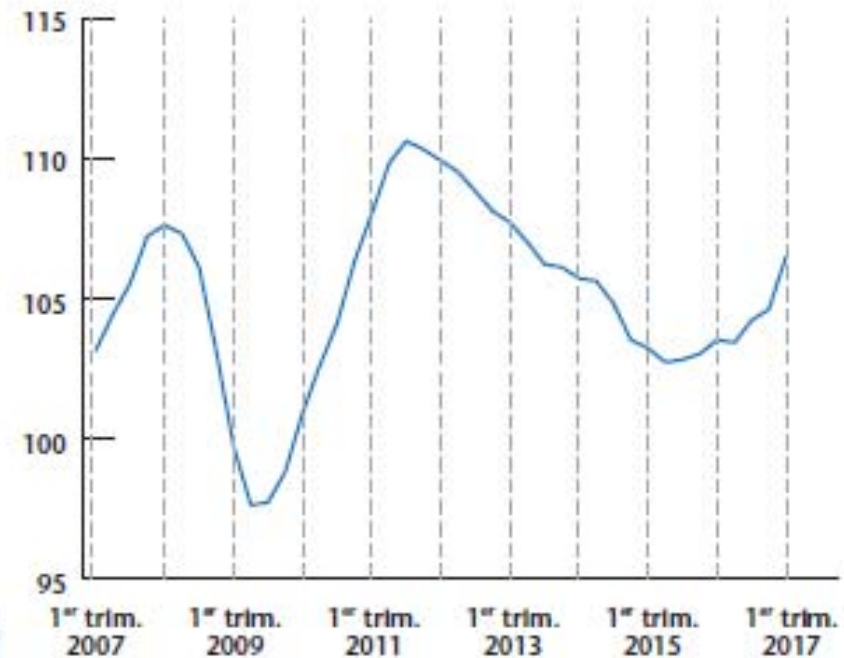
+ 6,2% entre 2015/16 (pour les communes)

NOMBRE DE TRANSACTIONS
DE LOGEMENTS ANCIENS
CUMULÉ SUR 12 MOIS



Sources : CGEDD - MLETR d'après bases notariales et DGFIP.

INDICE TRIMESTRIEL DES PRIX DES LOGEMENTS
ANCIENS - FRANCE MÉTROPOLITAINE
INDICE CVS (BASE 100 AU 1^{er} TRIMESTRE 2010)



Sources : Insee, chambre des notaires de Paris
(pour l'Île-de-France), Perval-MIN (pour la province).

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Le détail sur le compte 74 « dotations et participations » :

Dotations (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
74 – Dotations et péréquation	341	344	288	230	-20,1%	-12,3%	72	246
7411 – Dotation forfaitaire	267	249	205	156	-23,5%	-16,3%	49	128
74121/74123 – Dotations de solidarité	37	38	41	44	6,8%	6,0%	14	35
74127 – Dot. nationale de péréquation	-	-	-	-	n.s	n.s	-	15
Autres dotations	38	57	42	30	-29,9%	-7,7%	9	67

3

Analyser la décomposition du poste sur les dotations :

- La dotation forfaitaire est orientée à la baisse depuis plusieurs années suite à la baisse des concours financiers de l'état aux collectivités locales
- Pour certaines communes, la baisse de la dotation forfaitaire est compensée par une hausse des dotations de solidarité (DSU, DSR et DNP). Ces dotations ont été plutôt dynamiques ces dernières années.
- Sur le poste autres dotations, est inscrit notamment les participations suite à la mise en place de contrats aidés, des participations de la CAF pour les temps d'activités périscolaires (TAP). Ce poste peut être erratique d'une année sur l'autre

Comment analyser les comptes d'une commune ?

La décomposition des dépenses de gestion :

Dépenses de gestion (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/2015	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
Dépenses de gestion	448	442	430	410	-4,7%	-2,9%	726	283
011 – Charges à caractère général	82	80	93	84	-10,1%	0,9%	149	226
012 – Charges de personnel	157	155	165	145	-12,5%	-2,7%	257	274
65 – Autres charges de gestion courante	166	165	128	138	7,8%	-5,9%	245	153
dont 657 – Subventions de fonctionnement	23	22	13	13	-2,8%	-18,4%	22	38
Autres dépenses de gestion	43	43	43	43	-0,4%	-0,0%	76	68
dont Attribution de compensation	-	-	-	-	ns	ns	-	1
dont Reversements sur FNGIR	43	43	43	43	0,0%	0,0%	76	57

1

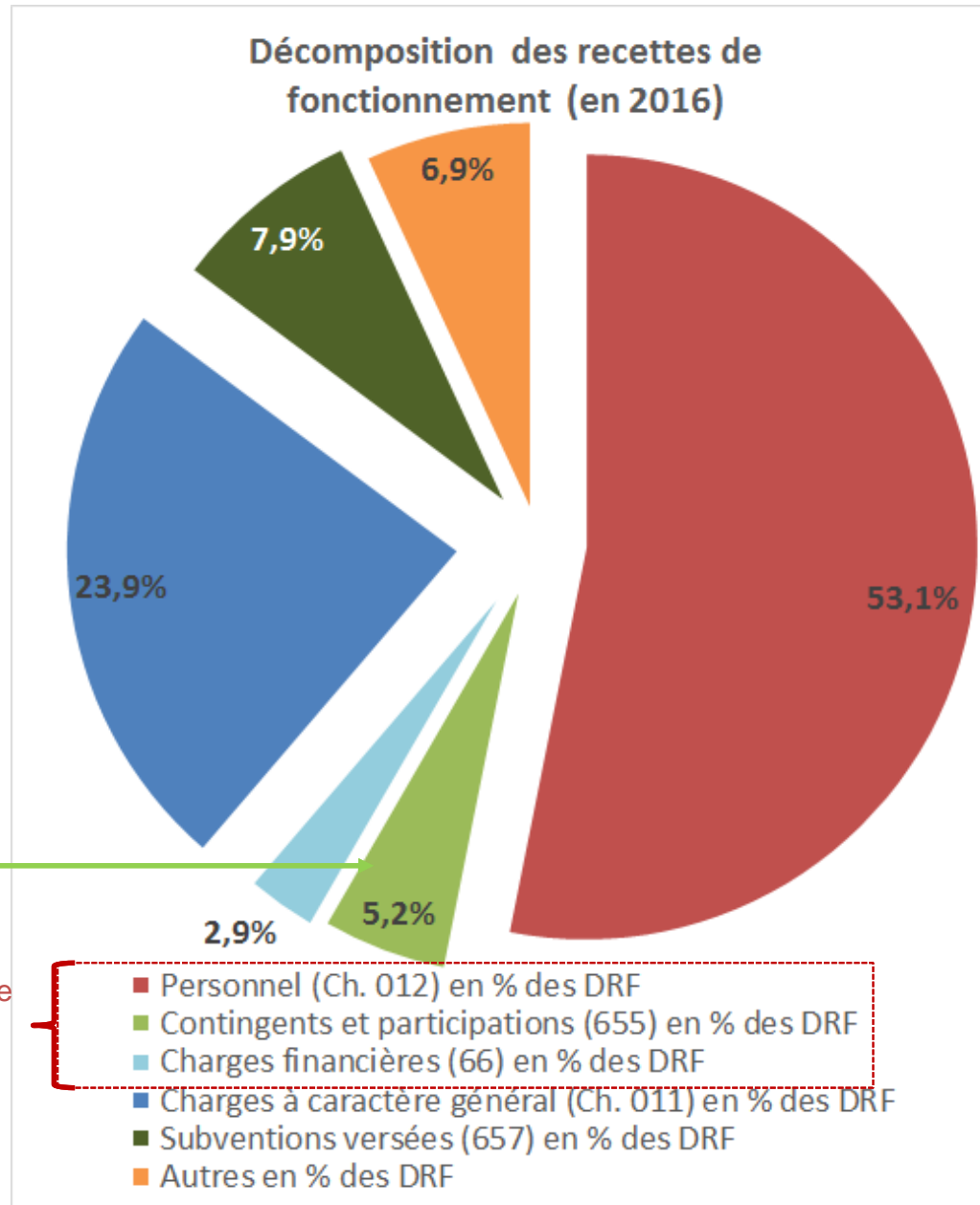
2

Mesurer la rigidité des dépenses de gestion en additionnant les frais de personnel, les contingents et participations (ensemble des dépenses obligatoires et récurrentes)

Par opposition à des dépenses non obligatoires mais certaines restent contraintes : chauffage des équipements publics, éclairage de voirie, contrats d'assurance ...

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Décomposition des dépenses de fonctionnement :



Dépenses obligatoires et qui s'imposent aux communes

Mesurer la rigidité des dépenses de gestion (ensemble des dépenses obligatoires et récurrentes)

Les frais de personnel constituent le premier poste de dépenses pour les communes. Evolution contrainte par des mesures externes (revalorisation du point d'indices, PPCR ...) et par l'effet GVT

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

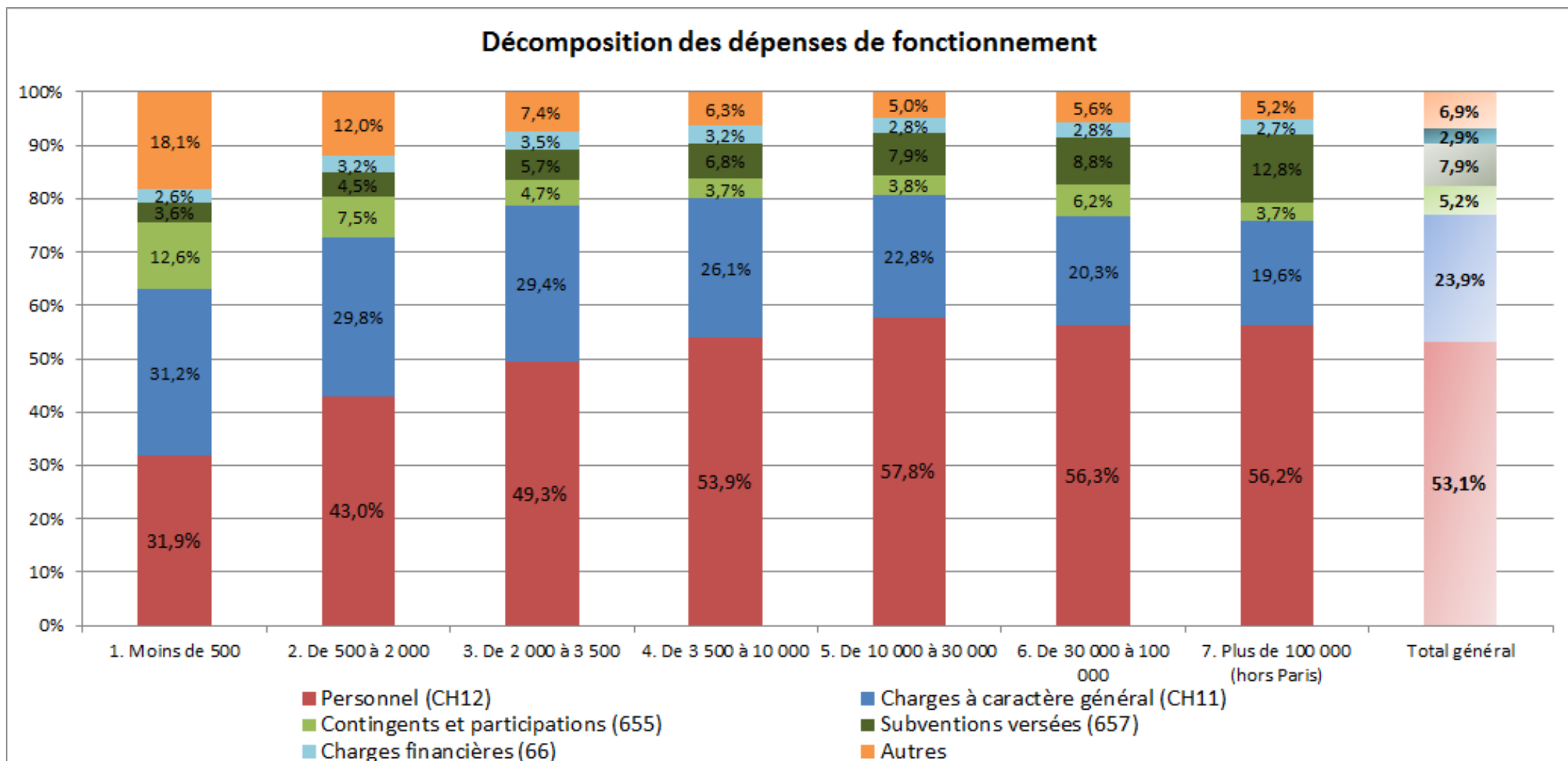
Principaux ratios de dépenses de fonctionnement :

1. Les dépenses de fonctionnement rapportées au budget hors dette permettent de définir quelle est la part consacrée au fonctionnement et par déduction celle consacrée à l'investissement **78,9 ***
2. Dépenses de personnel/ dépenses de fonctionnement : quelle est la part des dépenses consacrée aux charges de personnel ? **53,1 %***
3. Charges à caractère général/ dépenses de fonctionnement : quelle est la part des charges consacrées à ces charges (fluides, chauffages, prestation de services, entretien de bâtiment et de voirie ...) **23,9 %***
4. Idem pour les intérêts de la dette : quelle part de recettes absorbent-ils ? **2,9 %***
5. Subventions de fonctionnement/dépenses de fonctionnement : Quelle part la commune consacre t-elle à ses transferts ? **7,9 %***

Comment analyser les comptes d'une commune ?

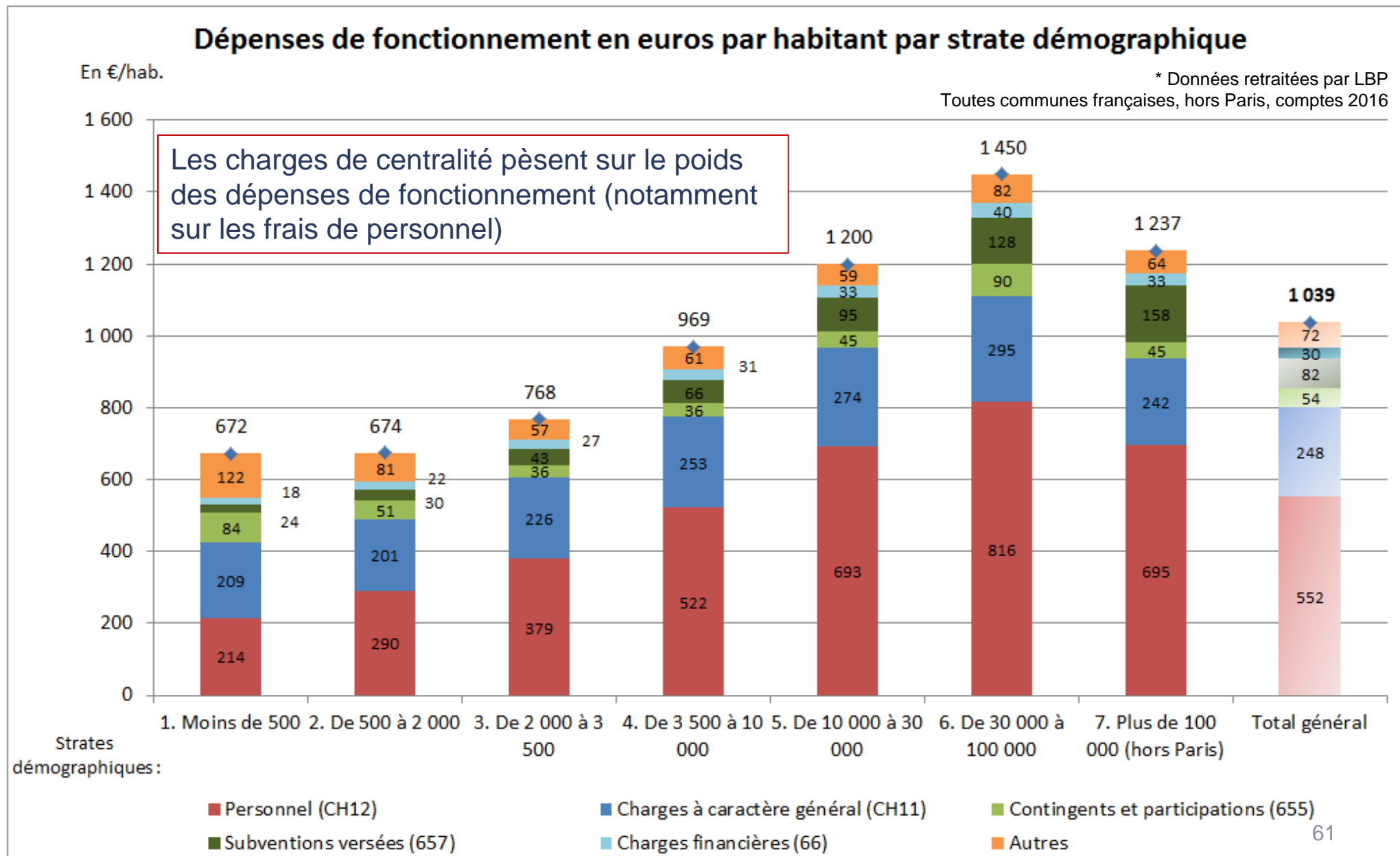
La décomposition des dépenses de gestion :

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



Comment analyser les comptes d'une commune ?

2 Principaux ratios de dépenses de fonctionnement



Comment analyser les comptes d'une commune ?

- Point d'attention sur les charges de personnel – chapitre 012

Elles représentent en général le poste de dépenses le plus important en section de fonctionnement et comprennent : la rémunération du personnel propre à la collectivité quel que soit son statut.

Les frais de personnel évoluent en fonction de plusieurs données :

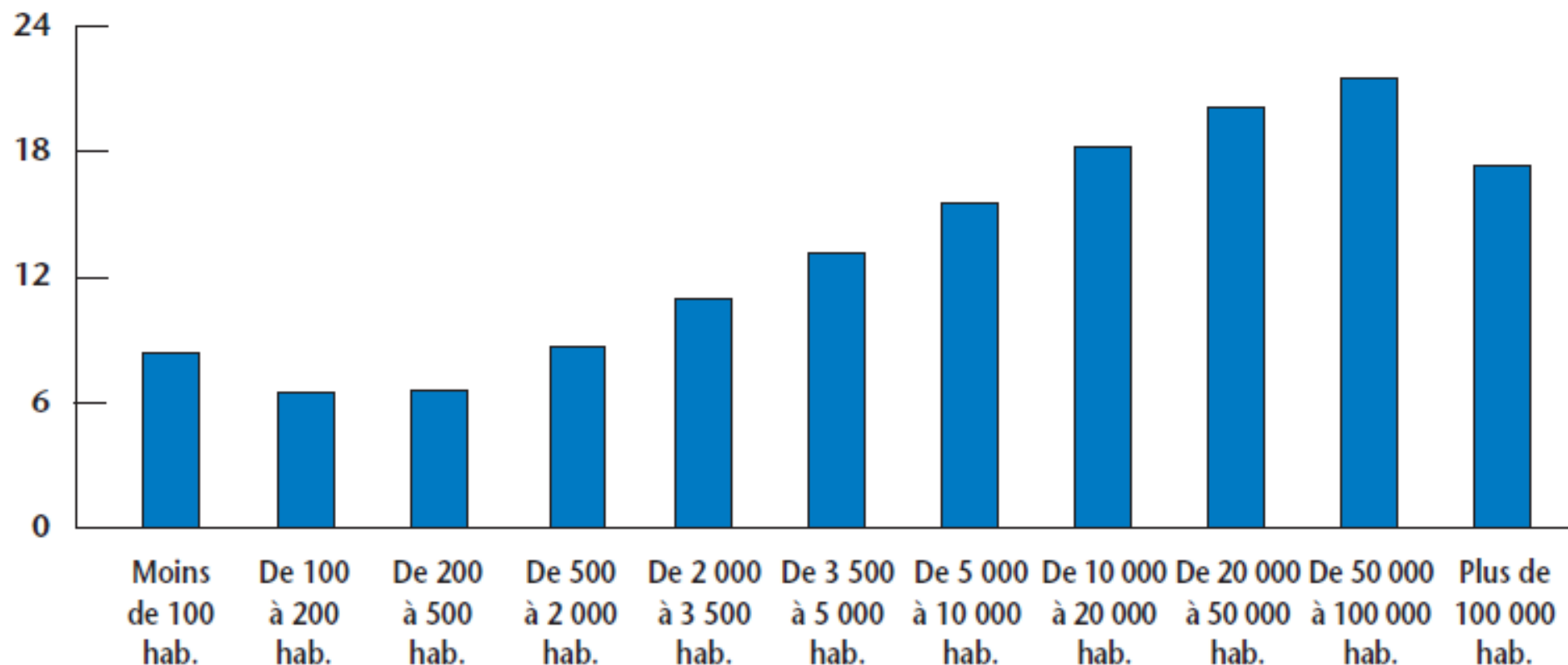
- effet GVT (ancienneté et grade du poste, environ +1.5%/an),
- revalorisation de l'indice décidé par le gouvernement (pour rappel 0,6% en juillet 2016, puis 0,6% en février 2017)
- hausse des cotisations à la caisse de retraites,
- embauches nouvelles (créations de poste, remplacements de départs en retraite ou de collaborateurs absents)

D'autres facteurs peuvent aussi influencer sur ce poste :

- si la commune transfère au groupement des compétences accompagnées de transferts de personnels (répercussion sur le budget : baisse de ce poste),
- si la commune mutualise certains services avec le groupement (répercussion sur le budget : pas de baisse de ce poste mais en parallèle une hausse des recettes du chapitre 70 pour le remboursement des frais de personnels)
- si la commune récupère un centre de loisirs ou des crèches gérées auparavant par une association (répercussion sur le budget : hausse des charges de personnels et baisse du chapitre 65)

FIGURE 4 – TAUX D'ADMINISTRATION SELON LA TAILLE DE LA COMMUNE

en ETP pour 1 000 habitants



Taux d'administration : nombre d'agents pour 1000 habitants (source : observatoire des finances locales de 2017).

A noter que sur les communes de moins de 100 habitants, on compte en moyenne 0,6 agent, de nombreuses communes n'ont pas de personnel, d'autres des agents sur des temps partiels. Le taux d'administration croît en fonction de la taille de la commune et commence à décroître sur les communes de plus de 100 000 habitants.

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Information sur la fiscalité directe :

Fiscalité (montant en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.
Bases							
Taxe d'habitation	3 779	3 894	4 069	4 141	1,8%	3,1%	1 300
Taxe sur le foncier bâti	4 087	4 176	4 288	4 325	0,9%	1,9%	1 358
Taxe sur le foncier non bâti	62	62	63	63	0,0%	0,5%	20
Cotisation foncière des entreprises	-	-	-	-	n.s	n.s	-

Taux (en %)

Taxe d'habitation	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	0,0%	0,0%	-
Taxe sur le foncier bâti	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	0,0%	0,0%	-
Taxe sur le foncier non bâti	61,32%	61,32%	61,32%	61,32%	0,0%	0,0%	-
Cotisation foncière des entreprises	-	-	-	-	n.s	n.s	-

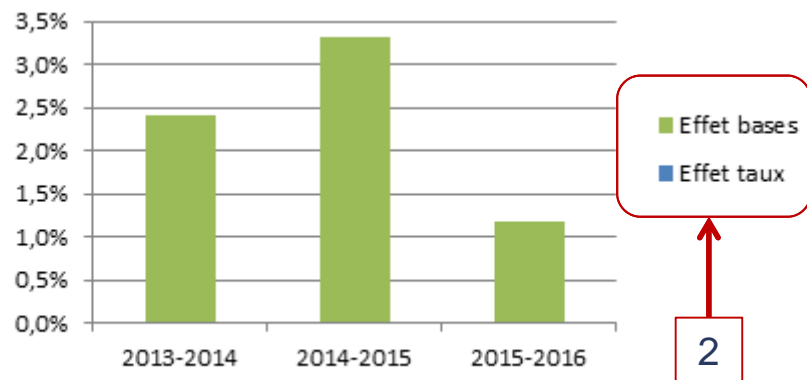
3

Produit total voté

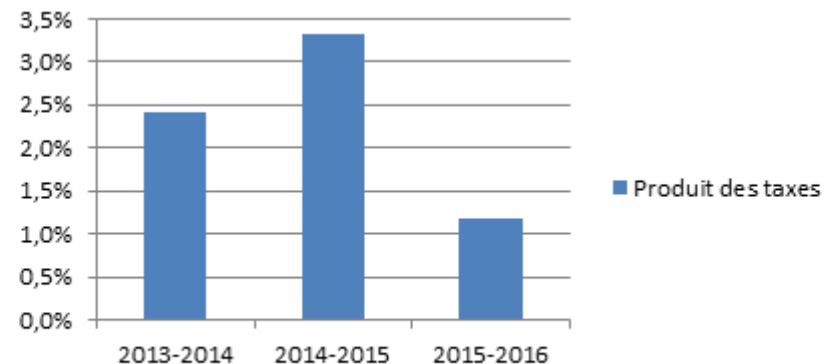
	1 029	1 053	1 088	1 101	1,2%	2,3%	346
--	-------	-------	-------	-------	------	------	-----

1

Evolution du produit fiscal voté, effets bases et taux



2



Comment analyser les comptes d'une commune ?

Information sur la fiscalité directe :

Taux (en %)							
Taxe d'habitation	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	0,0%	0,0%	-
Taxe sur le foncier bâti	15,00%	15,00%	15,00%	15,00%	0,0%	0,0%	-
Taxe sur le foncier non bâti	61,32%	61,32%	61,32%	61,32%	0,0%	0,0%	-
Cotisation foncière des entreprises	-	-	-	-	n.s	n.s	-

3

Taux de fiscalité votés :

- Sur les comparaisons de taux, il faut tenir compte de l'empilement des taux : possibilité de voter une fiscalité additionnelle au niveau de l'intercommunalité, et l'ancienne part de la TH des départements qui a été reprise soit par la commune, soit par l'intercommunalité
- Les taux de fiscalité s'appliquent à des bases fiscales, qui sont revalorisées chaque année en fonction de l'inflation.
Elles datent du début des années 70 et les chantiers de révision n'ont jamais abouti
- A ces taux de fiscalité, s'appliquent aussi des abattements, dont certains sont votés par la collectivité

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Information sur la fiscalité directe :

3

TAUX D'IMPOSITION DES TAXES FONCIÈRES ET D'HABITATION

		2013	2014 ^(a)	2015	2016
Secteur communal	taxe d'habitation ^(b)	23,86	23,92	24,17	24,35
(y compris les syndicats	taxe sur le foncier bâti	20,11	20,20	20,52	20,85
à contributions fiscalisées)	taxe sur le foncier non bâti ^(c)	48,93	48,53	49,15	49,30
Communes	taxe d'habitation ^(b)	16,27	16,16	16,31	16,81
	taxe sur le foncier bâti	18,82	18,84	19,06	19,26
	taxe sur le foncier non bâti ^(c)	41,68	41,27	41,75	41,78
Groupements	taxe d'habitation ^(b)	8,51	8,44	8,54	8,78
à fiscalité propre	taxe sur le foncier bâti	2,68	2,66	2,72	2,88
	taxe sur le foncier non bâti ^(c)	7,17	7,19	7,32	7,49
Départements	taxe sur le foncier bâti ^(c)	15,20	15,21	15,34	16,13
Ensemble	taxe d'habitation ^(b)	23,86	23,92	24,17	24,35
des collectivités	taxe sur le foncier bâti	35,09	35,21	35,66	36,77
(y compris les syndicats	taxe sur le foncier non bâti ^(c)	48,93	48,53	49,15	49,30
à contributions fiscalisées)					

Source : rapport de l'observatoire des finances locales 2017

Comment analyser les comptes d'une commune ?

3 Information sur la fiscalité directe (données 2016) :

Selon la structure communale et fiscale en 2016	Moins de 200	de 200 à 500	de 500 à 2 000	de 2 000 à 3 500	de 3 500 à 5 000	de 5 000 à 10 000	de 10 000 à 20 000	de 20 000 à 50 000	de 50 000 à 100 000	100 000 et plus	Ensemble	Dont secteur à FA FPU	
---	--------------	--------------	----------------	------------------	------------------	-------------------	--------------------	--------------------	---------------------	-----------------	----------	-----------------------	--

Les taxes ménages

PRODUIT PAR HABITANT en €													
Habitation ^(a)	198	198	233	274	319	325	352	377	378	416	325	265	333
Foncier bâti ^(b)	131	135	166	212	248	280	320	340	335	334	269	207	278
Foncier non bâti ^(c)	79	56	33	19	14	10	7,0	4,1	3,3	1,9	15	34	13
Taxes ménages	408	389	433	506	581	615	679	721	716	752	610	505	624
BASE D'IMPOSITION NETTE PAR HABITANT en €													
Habitation ^(a)	1 004	989	1 101	1 228	1 363	1 335	1 391	1 395	1 472	1 601	1 331	1 182	1 351
Foncier bâti ^(b)	836	799	933	1 093	1 199	1 252	1 329	1 400	1 566	1 804	1 292	1 049	1 324
Foncier non bâti ^(c)	197	125	63	32	23	15	9,6	5,6	6,7	3,8	29	71	24
TAUX D'IMPOSITION en %													
Habitation ^(a)	19,74	20,04	21,19	22,35	23,39	24,29	25,28	26,97	25,55	25,75	24,35	22,42	24,57
Foncier bâti ^(b)	15,62	16,91	17,83	19,43	20,67	22,36	24,04	24,27	21,40	18,53	20,85	19,69	20,97
Foncier non bâti ^(c)	39,51	43,99	50,27	55,62	56,92	60,68	60,61	58,61	39,03	34,42	49,30	45,26	50,89

Les impôts économiques

PRODUIT PAR HABITANT en euros													
CFE ^(d)	74	67	82	100	106	122	127	121	132	125	110	95	112
CVAE	17	20	34	51	56	63	71	76	94	111	66	41	70
IFER	27	19	14	12	8,2	7,4	7,0	3,6	3,7	3,6	8,4	16	7,3
TASCOM	0,3	1,1	4,7	12	13	17	17	15	12	9,0	11	8,1	12
Impôts économiques	118	107	134	175	184	209	222	216	242	249	196	160	201
BASE D'IMPOSITION PAR HABITANT en euros													
CFE ^(d)	314	273	330	399	412	458	457	438	482	505	423	376	429
TAUX D'IMPOSITION en %													
CFE ^(d)	23,66	24,57	24,68	25,15	25,78	26,63	27,78	27,64	27,44	24,75	26,13	25,31	26,23

Comment analyser les comptes d'une commune ?

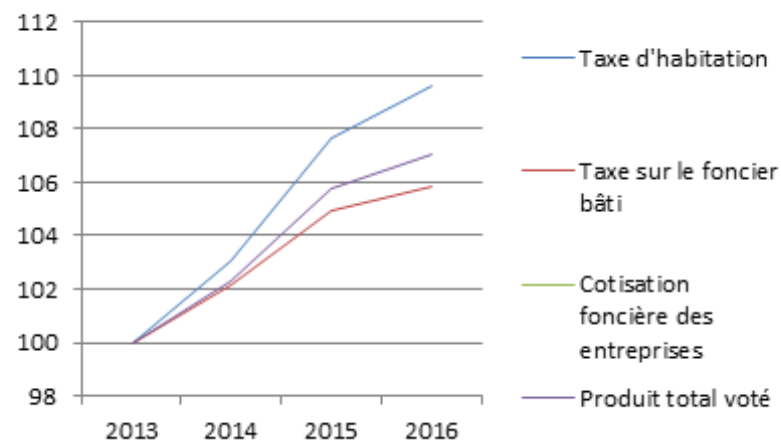
Information sur la fiscalité directe :

Fiscalité (montant en K€)

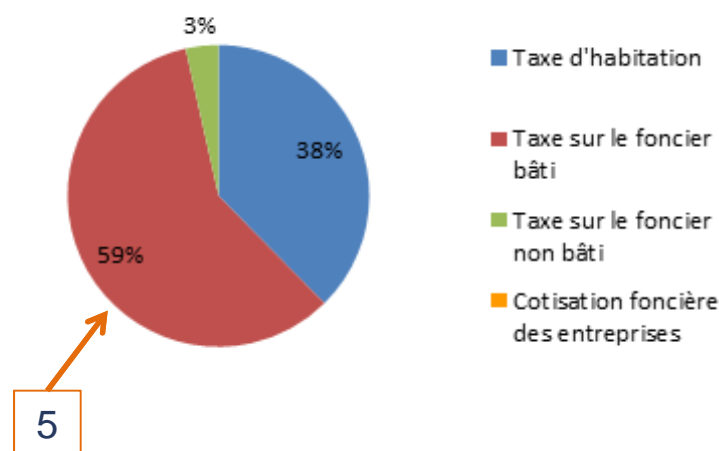
	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.
Produit							
Taxe d'habitation	378	389	407	414	1,8%	3,1%	130
Taxe sur le foncier bâti	613	626	643	649	0,9%	1,9%	204
Taxe sur le foncier non bâti	38	38	39	39	0,0%	0,5%	12
Cotisation foncière des entreprises	-	-	-	-	n.s	n.s	-
Produit total voté	1 029	1 053	1 088	1 101	1,2%	2,3%	346
Produit taxe additionnelle FNB	-	-	-	-	n.s	n.s	-
Produit des IFER	-	-	-	-	n.s	n.s	-
Produit de la CVAE	-	-	-	-	n.s	n.s	-
Produit de la TASCOM	-	-	-	-	n.s	n.s	-
Produit de la fiscalité directe	1 029	1 053	1 088	1 101	1,2%	2,3%	346

4

Evolution des produits fiscaux votés - Base 100 en 2013



Ventilation du produit fiscal voté (en 2016)



5

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Principaux ratios de dépenses d'investissement :

1

Dépenses d'investissement (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Montant moyen	Part du total	En € par hab.	Echantillon
Dépenses d'investissement hors dette	236	82	91	93	125	100,0%	165	319
Dépenses d'équipement	236	82	91	85	123	98,5%	151	298
Subventions d'équipement versées	-	-	-	-	0	0,0%	-	13
Autres dépenses	-	0	0	8	2	1,5%	14	7

2

Recettes d'investissement et cessions (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Montant moyen	Part du total	En € par hab.	Echantillon
Recettes d'investissement hors emprunts	120	125	31	28	76	100,0%	50	142
Dotations, fonds divers et réserves	41	39	16	17	28	37,1%	31	51
Subventions d'investissement	79	87	15	11	48	62,9%	20	81
Autres recettes d'investissement	-	-	0	0	0	0,0%	0	0
Cessions des immobilisations	50	-	-	-	13	16,4%	-	21
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-70	38	-45	-66	-36		- 118	466

3

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Principaux ratios de dépenses d'investissement :

1 Dépenses d'investissement en euro par habitant : quel est l'effort d'investissement de la collectivité locale ?

277 €/habitant*

2 Dépenses d'équipement brut (comptes 21, 23 et 20 hors 204) / dépenses d'investissement hors dette : quelle est la part de l'investissement « direct » de la commune ?

89,5 %*

Taux d'équipement (dépenses d'équipement brut/recettes de fonctionnement): ce ratio permet d'apprécier l'effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse.

20,0%*

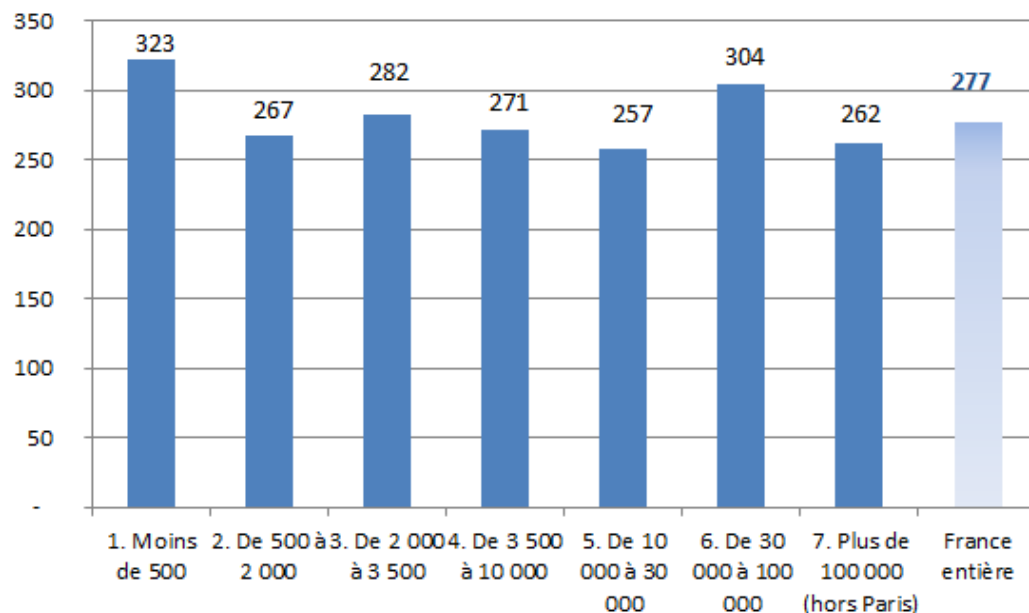
* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

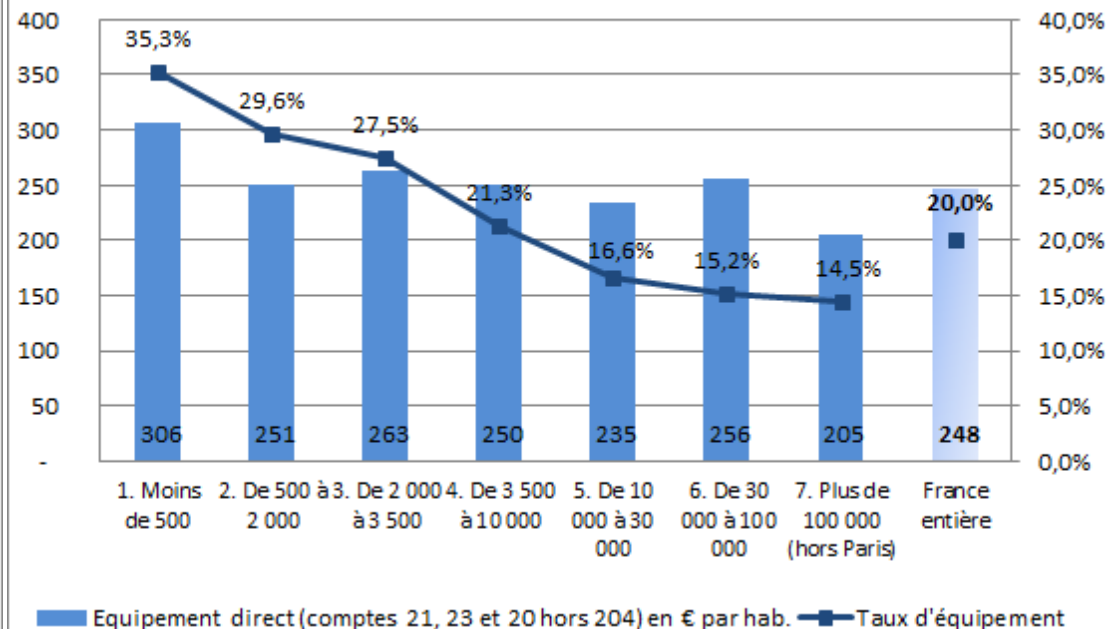
Les principaux ratios de dépenses d'investissement

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

Investissements hors dette en € par habitant en 2016



Dépenses d'équipement brut (comptes 21 + 23 + 20 hors 204) en euros par hab. et taux d'équipement (données 2016)



En moyenne, les communes ont un effort d'équipement autour de 300 euros par habitant
Ce ratio peut évoluer fortement sur certaines communes de petite taille, en fonction des investissements réalisés : gros équipement réalisé sur le mandat

Le taux d'équipement est plus élevé sur les communes rurales, la part du budget affecté aux dépenses d'investissement est autour de 30% contre 15% pour les communes plus urbaines

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Obligation de réaliser une étude d'impact pour les dépenses d'investissement exceptionnelles (suite à la loi NOTRE), article L. 1611 – 9 du CGCT :

« Pour toute opération exceptionnelle d'investissement dont le montant est supérieur à un seuil fixé par décret en fonction de la catégorie et de la population de la collectivité ou de l'établissement, l'exécutif ... présente à son assemblée délibérante une étude relative à l'impact pluriannuel de cette opération sur les dépenses de fonctionnement. »

Décret 2016 – 892 du 30 juin 2016 relatif à la définition de seuil d'opérations exceptionnelles d'investissement prévus par l'article 107 de la loi NOTRE.

Une étude d'impact est nécessaire pour toute dépense exceptionnelle dépassant les seuils :

Taille de la commune ou EPCI	Seuils fixés pour étude d'impact
Moins de 5 000 habitants	150 % des RRF
De 5 000 à 14 999 habitants	100 % des RRF
De 15 000 à 49 999 habitants	75% des RRF
De 50 000 à 400 000 habitants	50% des RRF ou 50 M€
Plus de 400 000 habitants	25% des RRF ou 100 M€

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Cette étude est jointe à la délibération présentant le projet d'investissement exceptionnel,

- soit au moment du débat sur les orientations budgétaires,
- ou lors du vote d'une décision budgétaire (DM pour modifier les crédits de la section d'investissement par exemple)
- lors d'une demande de financement

La population à prendre en compte est la population légale au sens de l'INSEE.

Les RRF (recettes réelles de fonctionnement) à prendre en compte sont celles de l'exercice budgétaire

⇒ **Objectifs : que les collectivités anticipent sur de gros investissements l'impact sur les dépenses de fonctionnement à venir.**

Cela peut concerner différents projets : du tramway pour une agglomération par exemple, à une école pour une petite commune, à partir du moment où l'investissement dépasse les seuils fixés en décret.

Plus généralement, pour chaque opération d'investissement, il est nécessaire d'identifier :

- les coûts à venir (nouvel équipement, charges d'entretien, etc.)
- les économies générées : meilleure isolation d'un bâtiment public (économie de chauffage), regroupement de services (économies de gestion, mutualisation)

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Principaux ratios de recettes d'investissement :

1. Emprunt / dépenses d'investissement hors dette : quelle est la part de l'investissement financé par le recours à l'emprunt ?
24,7 % *
2. Epargne nette / dépenses d'investissement hors dette : quelle est la part des investissements financée par l'autofinancement ?
39,1 %*
3. Financement des investissements par les recettes d'investissement (recettes d'investissement/dépenses d'investissement hors dette): quelle est la part des investissements financée par les recettes d'investissement (subventions, FCTVA, etc.) hors dette ?
44,2%*
4. Taux de couverture (subventions d'investissement reçues/dépenses d'investissement hors dette): quelle est la part des investissements financée par les subventions ?
21,3%*

* Données retraitées par LBP

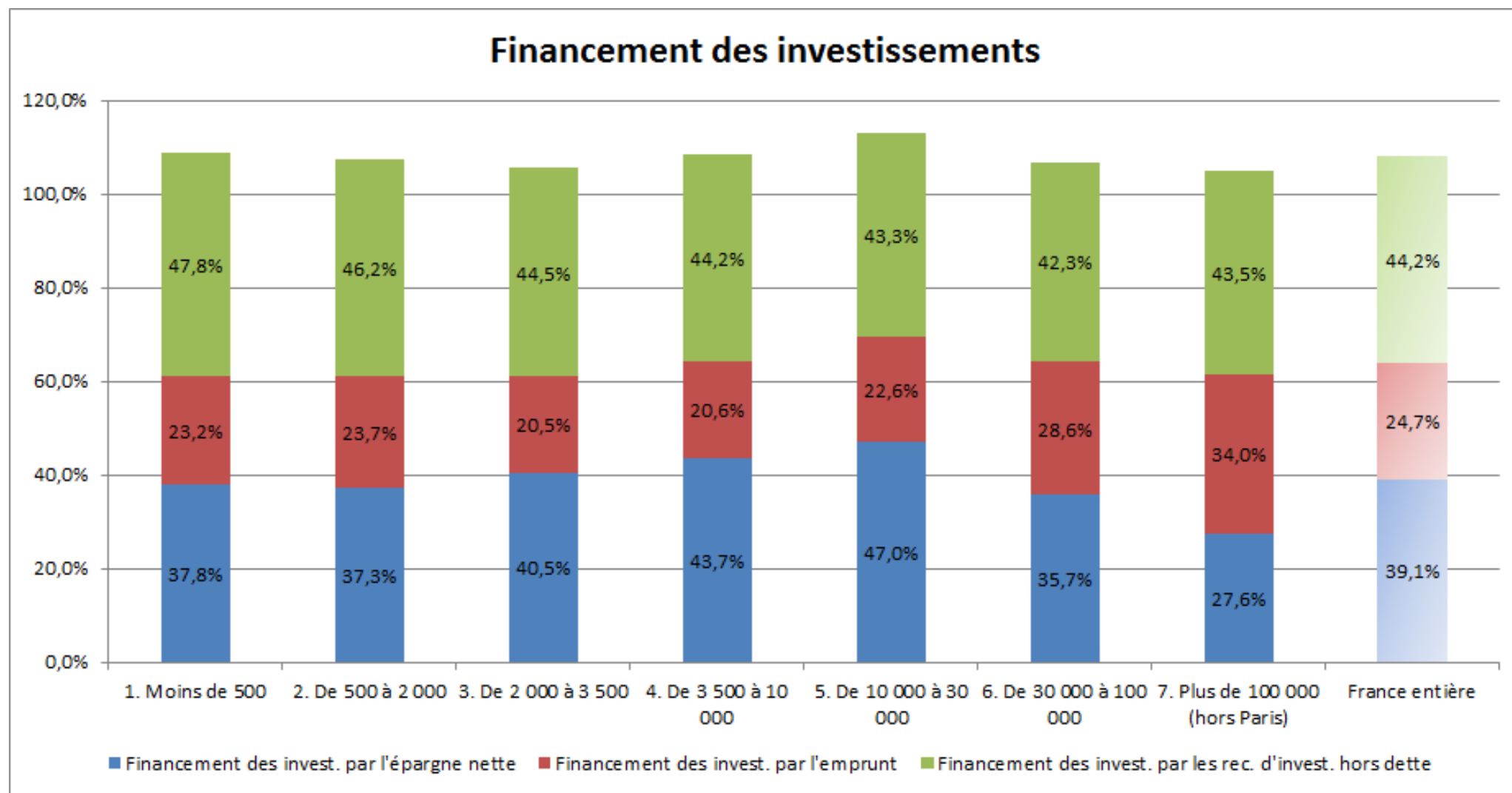
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Le mode de financement des investissements

(si total > 100 %, abondement positif du fonds de roulement)

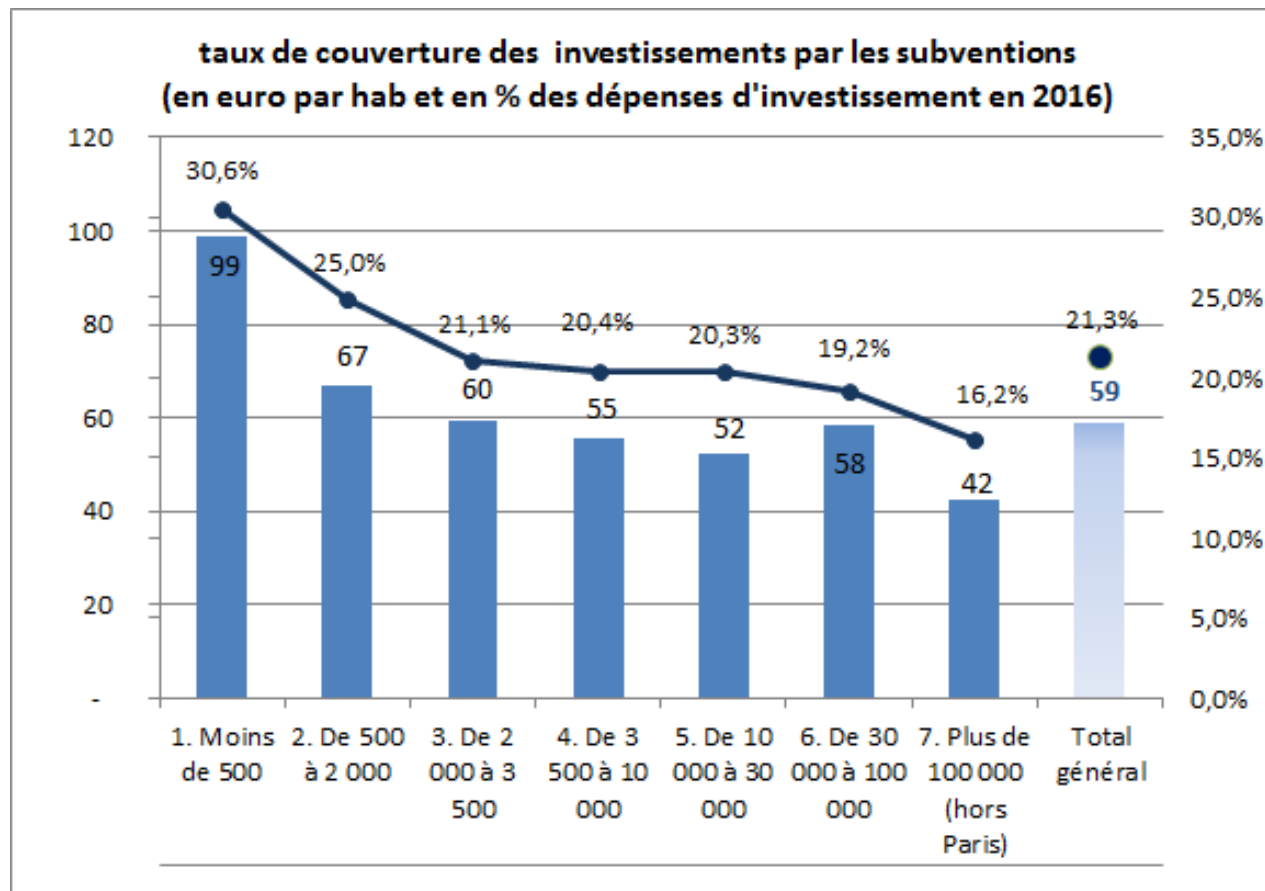
* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



Comment analyser les comptes d'une commune ?

Les principaux ratios recettes d'investissement :

Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016



Les subventions reçues pour financer les investissements, sur les petites communes (moins de 500 habitants) peuvent représenter plus de 30% des investissements : plus forte dépendance des politiques de contractualisation (avec l'intercommunalité, le département, la région, et de l'Etat - DETR ou FSIL notamment).

Le taux de couverture dépend aussi de la nature des investissements réalisés : il est plus difficile d'avoir des subventions pour des simples travaux de voirie ou d'entretien de bâtiments municipaux

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Principaux ratios de dette :

Endettement (en K€)

	2013	2014	2015	2016	Evol. 2016/15	Evol. Ann. Moy.	En € par hab.	Echantillon
Capacité (+) / besoin (-) de financement	- 160	230	43	- 103	n.s	-13,6%	- 32	- 32
Emprunts nouveaux	-	-	-	-	n.s	n.s	-	72
Amortissements de gestion	-	-	-	-	n.s	n.s	-	8
Emprunts de gestion	-	-	-	-	n.s	n.s	-	8
Amortissement du capital courant	186	210	195	169	-13,2%	-3,2%	53	85
Flux net de dette	- 186	- 210	- 195	- 169	-13,2%	-3,2%	- 53	- 14
Encours de dette	3 651	3 442	3 247	3 074	-5,3%	-5,6%	965	814
Variation du fonds de roulement	- 160	230	43	- 103	n.s	-13,6%	- 32	40
Excédent global de clôture au 31/12	-	-	-	873	n.s	n.s	274	175

Ratios

	2013	2014	2015	2016	Echantillon
Capacité de désendettement	5,5 an(s)	5,5 an(s)	6,0 an(s)	4,5 an(s)	4,9 an(s)
Taux d'endettement	146,9%	139,9%	132,2%	126,0%	80,4%
Taux de vieillissement théorique de la dette	5,1%	6,1%	6,0%	5,5%	10,5%
Intérêts / dépenses de fonctionnement	6,6%	5,1%	4,4%	4,1%	3,5%
Annuité / recettes réelles de fonctionnement (HC)	12,3%	12,4%	11,3%	9,9%	11,3%

1

6

2

4

3

5

Comment analyser les comptes d'une commune ?

La capacité de désendettement

4,6 années d'épargne*

1

■ **Capacité de désendettement** : encours de dette / épargne brute.

C'est un des indicateurs mesurant la solvabilité d'une collectivité : combien d'années sont nécessaires si la commune affecte la totalité de ses excédents de fonctionnement à se désendetter ?



3 ans

5 ans

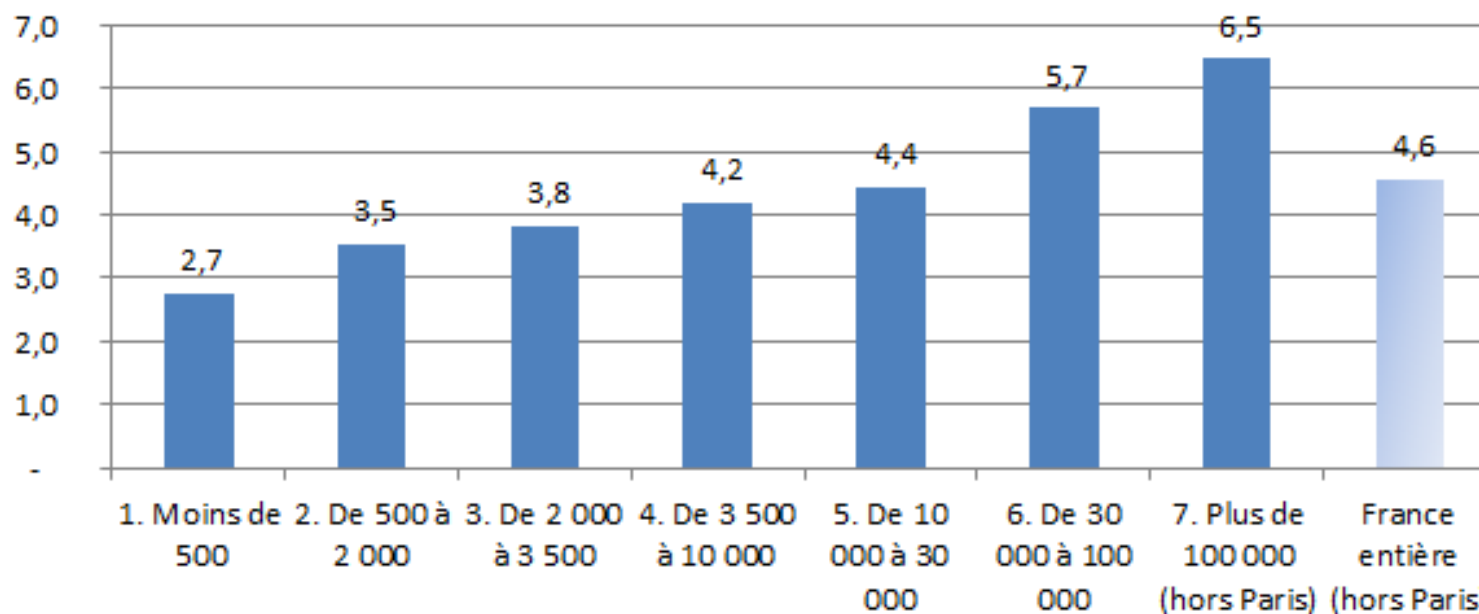
8 ans

10 ans

12 ans

15 ans

CAPDES en années



Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors
Paris, comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

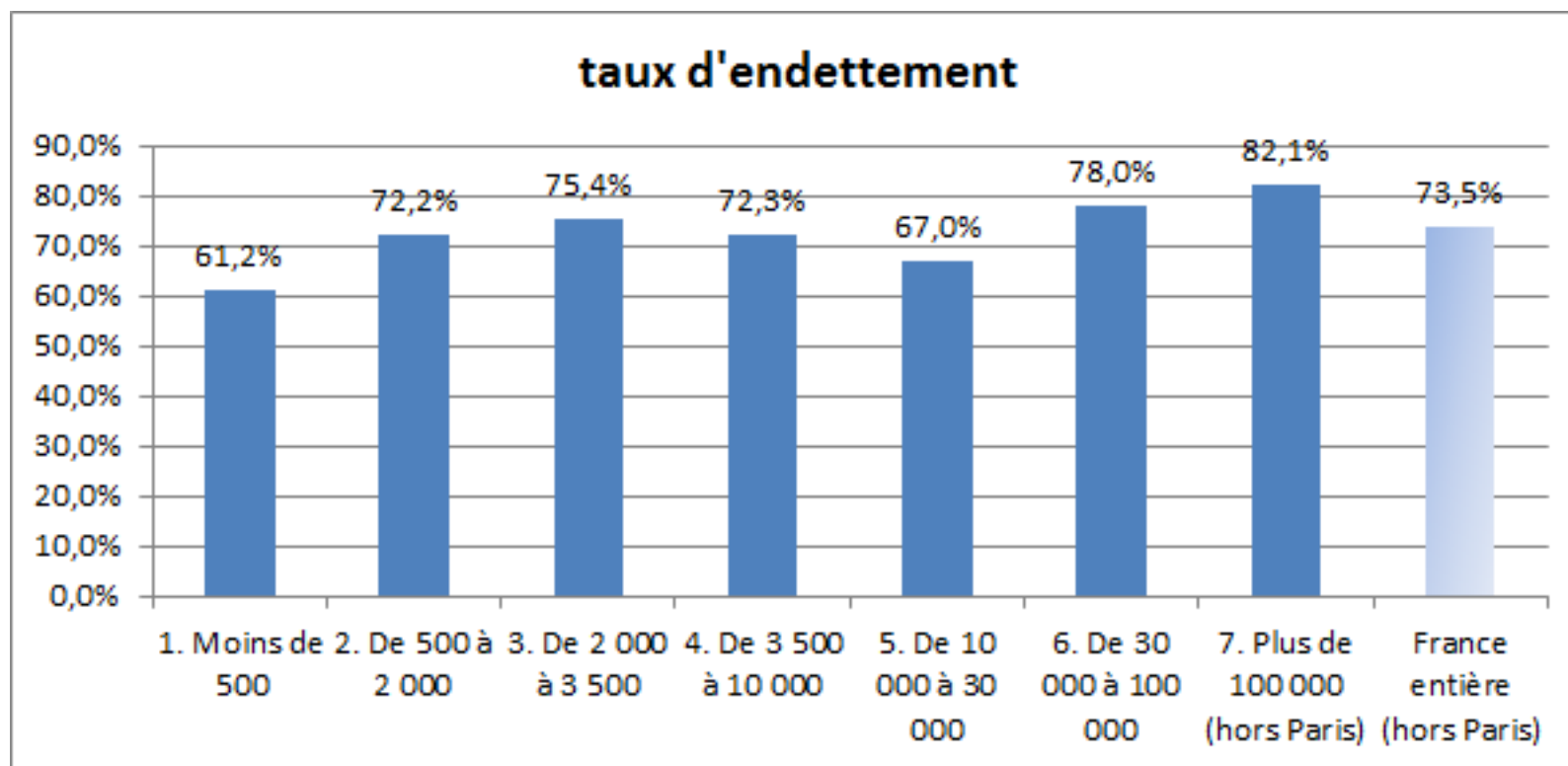
Le stock de dette rapporté aux recettes de fonctionnement

73,5 %*

2

■ Taux d'endettement : encours de dette / recettes réelles de fonctionnement.

Au-delà de 100%, cela signifie que la dette de la commune dépasse une année de RRF (seuil d'alerte côté DFGiP). Le taux d'endettement peut en effet être identique pour deux communes présentant des profils financiers très différents.



Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors
Paris, comptes 2016

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Autres ratios sur la dette :

Taux apparent de l'encours : est égal aux intérêts de la dette/encours. Il mesure le niveau moyen des taux d'intérêt supportés par la commune.

3,3 %*

3 Annuité dans les recettes de fonctionnement : poids de l'annuité dans les ressources courantes de la commune.

9,8 %*

4 Indicateur de vieillissement de la dette : amortissement du capital courant/encours de dette. Plus le poids des amortissements est important, plus la dette est « ancienne » ou volatile.

10,0 %*

5 Stock de dette à la fin de l'année en euro par habitant : C'est un indicateur du poids de la dette, mais à relativiser en fonction de la taille de la commune. Il dépend des efforts d'investissement passés, du niveau de l'autofinancement dégagé et donc du volume des investissements financés par emprunt

911 €*

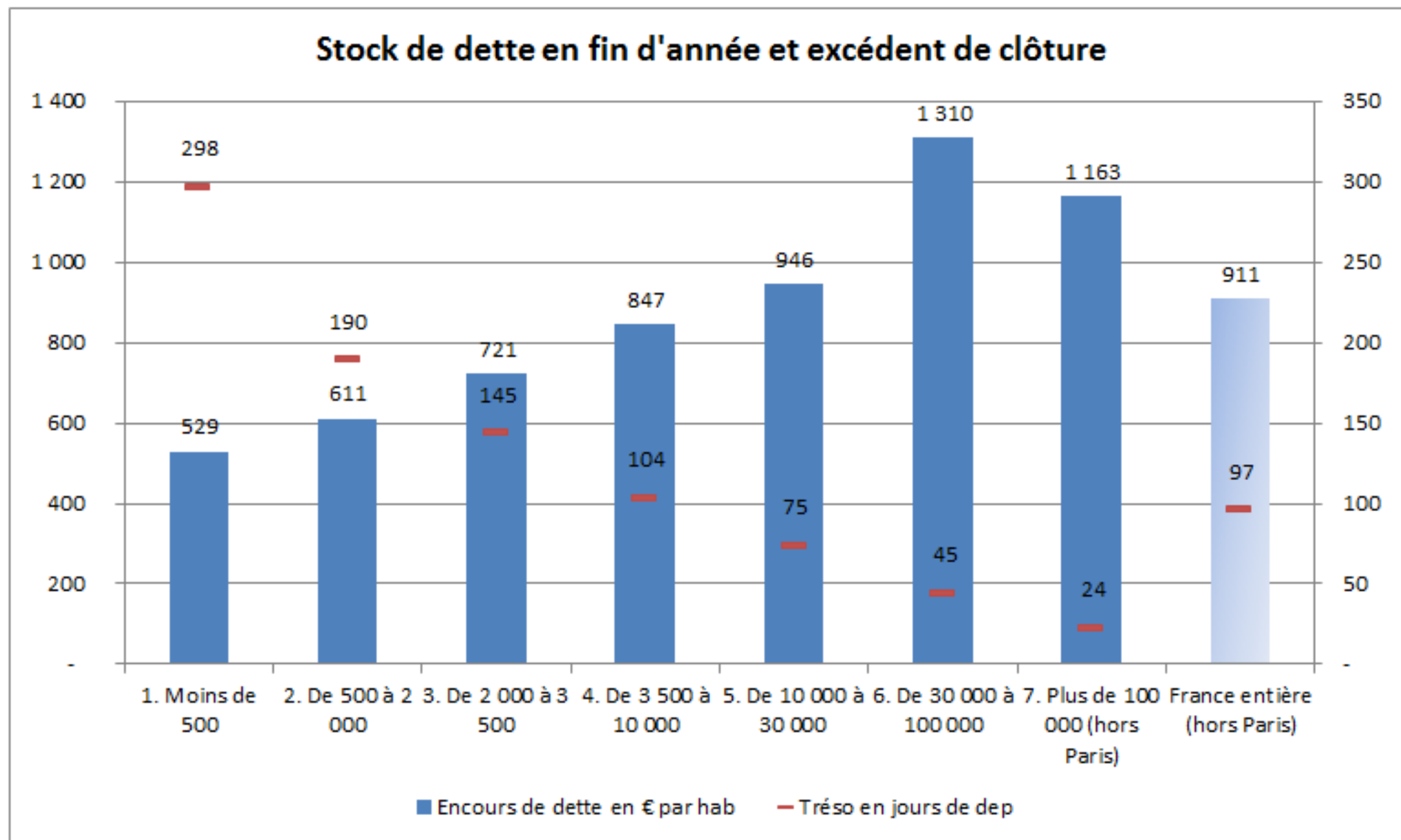
6 Excédent de clôture : situation du compte de la collectivité locale au Trésor au 31/12 (hors restes à réaliser) : donne une indication sur la trésorerie de la collectivité locale en fin d'année

* Données retraitées par LBP
Toutes communes françaises, hors Paris, comptes 2016

97 jours de dépenses totales (fonct et inv.)*

Comment analyser les comptes d'une commune ?

Les principaux ratios de dette par strate de population



Impact d'un nouvel emprunt :

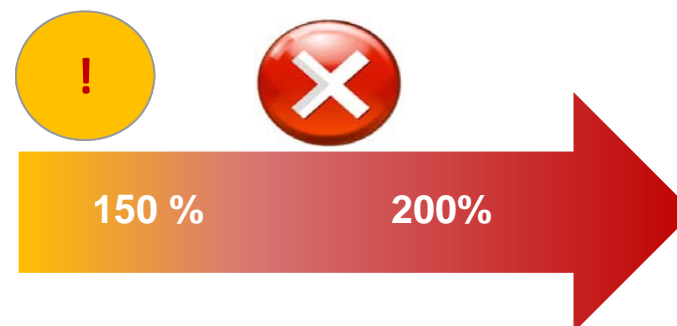
1 ■ Capacité de désendettement à terme

= (encours de dette actuel + emprunt nouveau – remboursement de la dette) / épargne brute intégrant les frais financiers du nouvel emprunt



2 ■ Taux d'endettement à terme

= (encours de dette actuel + emprunt nouveau – remboursement de la dette) / recettes réelles de fonctionnement



Comment analyser les comptes d'une commune ?

Impact d'un nouvel emprunt :

3 ■ Annuité de dette nouvelle :

A mettre en perspective avec

- L'épargne nette dégagée ($EN > 0$ après nouvel emprunt)
- Les tombées d'échéances futures concernant des emprunts en fin de vie

La commune est-elle en capacité de pouvoir absorber la nouvelle charge de dette au regard de la règle de l'équilibre budgétaire ?

Pour rappel : le remboursement de la dette doit être couvert par les excédents de fonctionnement et les recettes propres d'investissement hors emprunt nouveau

Maintenir un taux d'épargne brute suffisant pour faire face demain :

- Aux échéances futures des prêts
- A l'autofinancement de certains investissements : entretien courant et petits travaux

